

PROJETS, PARIS, HESITATIONS :
NOTES SUR TROIS PLANTATIONS EN SITUATION D'INCERTITUDE

Benoît de L'ESTOILE* et Claudio PINHEIRO**

Le moment où nous arrivons à Rio Formoso, en septembre 1997, est caractérisé, pour l'ensemble de ceux que nous rencontrons, par le sentiment d'une transformation rapide, voire de bouleversements : c'est le thème qui domine les discours à la fois du patron d'*engenho* (plantation) chez qui nous sommes logés, du maire, des leaders paysans, des administrateurs d'usine, mais aussi des *moradores* d'*engenho* ou des occupants des campements¹. La monoculture de la canne à sucre, qui dominait la région depuis les débuts de la colonisation au XVI^e siècle, semble menacée de s'effondrer, entraînant une grave crise de l'emploi agricole. La grande propriété foncière paraît remise en cause par les débuts d'une "réforme agraire" qui semble enfin sur le point de se réaliser, avec la multiplication des campements dans les *engenhos*. Enfin, de grands projets, liés à un financement international, prévoient la reconversion de la région littorale vers le tourisme².

D'un côté, la situation est caractérisée par "l'ouverture". Le bouleversement apparent de la situation, la redistribution des cartes qui s'annonce, engendrent une situation où, en un sens, "tous les espoirs sont permis", mais aussi où certains recours traditionnels ont disparu. C'est un moment extrêmement ouvert mais

* Ecole normale supérieure.

** PPGAS, Musée National (UFRJ).

¹ Cette impression est confirmée par les anthropologues brésiliens qui nous accompagnent, Lygia Sigaud et Afrânio Garcia, qui ont réalisé des recherches de terrain dans la région depuis le début des années 1970 dans le cadre des projets de recherches du Musée National.

² Voir l'article de L. Sigaud, D. Fajolles, J. Gautie, H. Gomez et S. Chamorro dans ce numéro.

aussi, et pour cela-même, inconnu, risqué, dangereux. Le moment où nous arrivons est donc particulièrement propice à la formulation de “projets” individuels et collectifs, mais aussi aux hésitations, aux doutes, voire au désarroi de ceux qui ont le plus à perdre dans une transformation des rapports sociaux. Plus exactement, nous tenterons de montrer comment un certain nombre d’acteurs se trouvent dans une situation où ils sont amenés à faire un “pari”. D’un autre côté, tous les individus de la région ne sont pas atteints de la même façon par ces bouleversements et n’en ont pas la même perception, ni la même conscience. Ainsi, les “projets touristiques” (*Costa Dourada*) semblent pour une grande partie des paysans ou dans les campements, ne pas avoir de signification¹. De même, la grande majorité des travailleurs d’*engenho* ne sont pas concernés directement par les occupations de terres, alors que beaucoup subissent les conséquences de la crise de l’économie sucrière.

La conjoncture nous offre donc une occasion unique, dans la mesure où l’espace des possibles apparaît plus ouvert qu’à l’ordinaire. Un des intérêts de la situation, du point de vue théorique, tient précisément à l’incertitude généralisée quant à l’avenir. Cette incertitude généralisée contraste avec ce qui était pour la majorité de la population un “destin” tracé d’avance, quasi-immémorial : le travail de la canne. Du coup, les normes de comportement qui organisaient jusque-là les conduites, dans la mesure où elles structuraient les “attentes” des uns et des autres, paraissent remises en question. On hésite sur les règles du jeu par rapport auxquelles il est possible de s’orienter, alors que les comportements habituels n’apparaissent plus nécessairement appropriés. Ce moment de bouleversements est donc aussi l’occasion d’un retour sur le passé.

Nous voudrions, à partir des observations réalisées en septembre 1997 et des recherches effectuées auparavant, esquisser ici une analyse des réactions différenciées des individus face à ces transformations considérables et à cette situation d’incertitude et proposer un certain nombre d’hypothèses provisoires

¹ L’anticipation de grands projets, annoncés avant même qu’aucun signe visible ne les rende tangible, est très différenciée socialement. Cf. L. Sigaud, 1995, sur la difficulté à “croire” que les terres seront inondées dans le cas des projets de grands barrages.

qui constituent aussi des pistes pour une nouvelle phase de recherche¹. Nous nous centrerons ici sur trois *engenhos* de Rio Formoso, Amaragi, Minguito et Serra d'Água, situés de part et d'autre de la BR 60, à la sortie de Rio Formoso, contrôlés depuis les années 1950 par des membres de la même famille et appartenant au même groupe sucrier (Usina Central Barreiros)². Cette parenté tend à rapprocher les *engenhos*³ mais, d'un autre côté, elle permet aussi une analyse différenciée, dans la mesure où ils n'ont pas subi la même gestion. A notre arrivée, ces trois *engenhos* se trouvent en situation de "crise", pour des motifs différents. Les terres d'Amaragi (1 080ha) apparaissent, par contraste avec celles des *engenhos* voisins, négligées depuis quelques années : la canne à sucre n'y occupe plus qu'un espace résiduel et de vastes zones sont en friche. Amaragi est donc en faillite : la canne n'y est plus cultivée depuis deux ans (même si elle est encore coupée)⁴, et l'*engenho* est sur le point d'être exproprié dans le cadre du programme de réforme agraire. Serra d'Água et Minguito (865 ha), quoique rentables et couverts de canne, ont été occupés par des campements organisés par le syndicat de travailleurs ruraux (STR) affilié à la FETAPE de Rio Formoso (photos 1 et 3) et font l'objet d'une demande d'expropriation (suite à la cession par l'usine de ces *engenhos*, ainsi que d'une dizaine d'autres de la commune voisine de Tamandaré, au Banco do Brasil, pour solder ses dettes). Cette crise,

¹ Cet article était écrit dans ses grandes lignes avant la nouvelle phase d'enquête de terrain (août-septembre 1999), qui a confirmé le caractère exceptionnel du moment dont nous avons été témoins en 1997. Pour respecter la règle du jeu de ce numéro des *Cahiers du Brésil Contemporain*, qui devait refléter l'enquête de 1997, nous avons pris le parti, sans en modifier l'essentiel, d'indiquer dans certains cas en note des informations complémentaires recueillies en 1999 par Benoît de L'Estoile (B. L.), qui sont pertinentes pour la compréhension de ce que nous avons vu en 1997. Certaines informations factuelles erronées ont aussi été corrigées.

² Amaragi avait été étudié par Lygia Sigaud (1996) qui présente le modèle d'une domination personnelle néo-traditionnelle.

³ Ce n'est pas un hasard si l'entretien se déroulera avec les deux patrons en même temps.

⁴ C'est en mars 1997, à la fin de la récolte (*safrá*), que Roberto a officiellement annoncé à ses *moradores* qu'il n'y aurait plus pour eux de travail dans la canne.

qui prend donc des modalités différentes selon les cas, est elle-même à replacer dans le contexte plus général de crise de la canne à sucre dans la région¹.

Etant logés dans l'*engenho* Amaragi qui constituait une sorte de microcosme des changements en cours, dans la mesure où s'y croisaient la crise de la canne, le processus de réforme agraire et un projet pionnier de reconversion vers le tourisme, nous nous trouvions dans un lieu privilégié pour aborder ces transformations. Le fait de vivre au cœur de notre objet créait cependant des difficultés, d'autant plus que le lieu où nous étions logés était l'enjeu de conflits. Notre situation n'est pas sans ambiguïté : nous sommes à la fois des hôtes, des clients et des chercheurs. Roberto insiste sur le fait que nous sommes ses hôtes : il nous accueille dans sa maison (et dans celle, voisine, de son associé allemand), et non pas dans la *pousada* (auberge), située dans l'ancienne *casa-grande* (siège), dans laquelle séjournent les touristes, essentiellement étrangers. Lui et son épouse, Ana Paula, nous reçoivent à leur table, partagent nos repas, cherchent à prévenir nos besoins et nous être agréables, s'efforçant de correspondre aux normes (réinventées) de l'hospitalité traditionnelle d'un *senhor de engenho* du Nordeste. Tout le comportement de Roberto et Ana Paula vise ainsi à nous faire oublier que nous sommes aussi des hôtes payants, c'est-à-dire objectivement des clients². Enfin, la raison principale de notre présence est le fait que nous sommes des chercheurs³ qui s'efforcent d'analyser une situation de crise dans laquelle notre hôte/hôtelier occupe une position-clé, à la fois en tant qu'informateur et en tant que partie de l'objet.

¹ Cette "crise" entamée dès le début des années 1990, en particulier après la suppression des subventions gouvernementales et la suppression de l'Institut du Sucre et de l'Alcool, se traduisait à la fois par la diminution de la production de canne, la faillite d'*engenhos* et d'usines, et le licenciement de nombreux travailleurs dans toute la région de la *Zona da Mata*. Cf. Sigaud (1996) et l'introduction de ce numéro.

² Cette insistance sur l'accueil "chez soi" a aussi des raisons fiscales. La mairie insiste sur le fait que Roberto n'a pas d'activité hôtelière déclarée.

³ En particulier, c'est cette identité sociale de chercheur/ apprenti chercheur qui justifie le financement de notre séjour. Elle nous conduit à nous efforcer de nous distinguer des "touristes" (auxquels les chercheurs *gringos* en particulier pourraient être associés), par exemple en refusant de participer aux activités qui leur sont destinées (barbecue à la plage, promenade à cheval dans l'*engenho*, etc.).

De cette situation complexe découle un certain nombre de tensions quotidiennes. Ainsi, les frictions entre notre hôte et le maire, Zé Paulo, dont l'épouse figure dans la liste des bénéficiaires d'une parcelle à Amaragi, sont sensibles dès le premier soir¹. Cette position ambivalente nous place aussi dans une position privilégiée pour comprendre un certain nombre de contradictions de la situation.

Notre entrée sur le terrain est rendue possible, à la fois socialement et intellectuellement, par le fait que certains des protagonistes qui jouaient un rôle central dans les événements des trois *engenhos* étaient déjà "connus" par l'intermédiaire de Lygia : Roberto et son père, l'ancien président du syndicat devenu maire, le président et les permanents du syndicat, le délégué syndical de l'*engenho* Amaragi, etc. C'est grâce à l'existence de ces relations personnelles déjà établies que nous pouvons avoir accès, dans le cas de Minguito et Serra d'Água, aux points de vue antagonistes du patron, par l'intermédiaire de son neveu, et à celui des "occupants" des campements, par la médiation du syndicat qui les encadre.

Cette importance des liens personnels transparait par exemple dans la façon dont le président du syndicat, Teixeira, nous présente aux occupants du campement de Serra d'Água, en insistant sur l'ancienneté des relations d'amitié et de coopération avec Lygia (photo 2) :

«Celle-là vient de Rio de Janeiro ; ceux-là viennent de l'étranger, ce sont des *amis* à elle ; elle *nous connaît* déjà, c'est une *amie à nous*, habituée à travailler ici *avec nous*, et maintenant elle est venue ici, faire une recherche ici, et ce sont aussi des *faiseurs de livres*, hein. Ils font cette recherche pour améliorer leurs études. Donc, ils sont ici dans le campement, et ce campement-ci constitue une histoire nouvelle pour elle parce que, quand elle venait ici, le problème c'était le salaire, et maintenant, en arrivant ici, elle a été stupéfaite par la transformation (*remodelação*), alors elle voulait voir ici le mouvement et le palais, maintenant elle voit ce palais ici. (rires)»².

¹ Voir les articles d'I. Coutant, A. Garcia, F. Viguié, J. Pantaleón in «Les transformations du pouvoir municipal» dans ce numéro.

² 15/9/97, entretien - L. Sigaud, B. de L'Estoile, D. Fajolles, J. Gautié.

Il faut insister sur le fait que la possibilité même de l'enquête dépend de l'existence de ces relations personnelles pré-existantes. De façon plus générale, il faut souligner à quel point la production d'un savoir ethnographique passe par la mobilisation et le développement d'un réseau de relations personnelles, à la fois avec les enquêtés et entre les enquêteurs—ce qui ne veut pas dire que ce savoir soit subjectif.

Grâce à ces accès à divers réseaux, nous avons pu recueillir, sous des formes diverses (allant de la discussion informelle à l'entretien enregistré), des éléments permettant d'esquisser les points de vue de six types d'acteurs dans ces trois *engenhos* :

- Les “patrons” : Roberto, son épouse, et son oncle, Carlos Bezerra.
- Les “leaders” des *moradores*, Chiquinho et Zé Francisco.
- Des *moradores* de l'*engenho* Amaragi¹.
- Des membres de familles de *moradores* rattachés à l'exploitation touristique d'Amaragi.
- Les responsables syndicaux et municipaux, qui encadrent les campements.
- Des occupants des campements (encadrés par le syndicat) de Serra d'Água et Minguito.

L'intérêt d'une analyse tient à cette possibilité que nous avons eue de multiplier les points de vue sur un même processus, même si ces points de vue n'ont été parfois qu'esquissés².

En même temps, il convient de souligner aussi le caractère provisoire, voire fragile, des données que nous avons recueillies : parfois, nous n'avons pu faire qu'une observation rapide, toujours à la merci d'une interprétation ethnocentrique, ou n'avons pu comprendre une information qui nous était donnée par un interlocuteur. Surtout, nous manquons des éléments qui nous permettraient

¹ Nous n'avons pas en 1997 rencontré de *moradores* de Serra d'Água et Minguito.

² La multiplication des points de vue a été favorisée à la fois par la connaissance accumulée sur la zone et par le caractère collectif de la recherche, qui a permis d'élargir l'espace des investigations.

de comprendre ce que notre perception de la situation doit à la façon dont notre présence a été perçue. Un des avantages méthodologiques de cette fragilité est qu'elle oblige en quelque sorte à modaliser les interprétations, à rendre plus explicite le travail d'élaboration du matériau "brut" qui est souvent rendu invisible par un traitement plus "achevé". En ce sens, cette situation d'enquête inédite constitue une véritable "expérience ethnographique" qui peut amener à réfléchir sur les pratiques de recherche¹.

Pour tenter de comprendre ce que nous avons vu alors dans ces trois *engenhos*, on peut procéder en deux étapes :

1- A partir d'une situation vécue comme un bouleversement, donner quelques éléments sur l'histoire des relations sociales avant le moment où nous arrivons, qui permet de donner un sens aux actions des divers protagonistes et, surtout, de restituer quelques traits du système d'attentes qui organisait les comportements.

2- Esquisser une analyse des diverses attitudes face à la situation d'incertitude que nous découvrons.

CRISE DE LA CANNE ET CRISE DE LA DOMINATION

Lors de notre séjour, plusieurs d'entre nous ont été invités à assister à une assemblée de "l'association des *moradores* d'Amaragi", récemment créée². Sans nous être concertés, nous nous retrouvons un nombre important de membres de l'équipe à la réunion, qui se tient dans l'école d'Amaragi, à la tombée de la nuit, sous la pâle lumière d'une ampoule électrique. L'objectif premier de la réunion est d'inciter les *moradores* à participer à une action de revendication : il s'agit de revendiquer l'inclusion dans le terrain qui doit être exproprié d'une zone que l'usine (propriétaire) entend conserver pour y établir des lotissements. Il s'agit donc de faire pression sur l'INCRA, l'agence étatique responsable du processus d'expropriation, en plantant symboliquement des semences sur le terrain

¹ Voir le texte de J. C. Combessie dans ce numéro.

² 17/09/97.

contesté. Plusieurs leaders prennent la parole. Le jeune président de l'association des *moradores*, Chiquinho, propose de planter de façon collective (en *mutirão*) un certain nombre de graines de cajou dans ce qu'il présente comme une future "zone collective" de l'*engenho*¹.

Au-delà de ces manifestations, l'objectif de la réunion est de convaincre les *moradores* de se mobiliser en faveur du processus de réforme agraire. Un certain nombre de représentants du syndicat et de la municipalité sont présents. Pedro Assunção, leader syndical qui coordonne les campements de Serra d'Água et Minguito, invite à "quitter l'esclavage". Il résume l'histoire de la région en trois phases : "l'esclavage, le salariat et la réforme agraire", et il affirme que "nous [les *moradores*] sortons de l'esclavage pour la réforme agraire". Zé Francisco, délégué syndical de l'*engenho*, invite les travailleurs à participer à l'assemblée du syndicat le dimanche suivant et explique les raisons d'adhérer à la réforme agraire. Chiquinho exprime le regret que sur 96 futurs bénéficiaires de la réforme agraire, seuls une trentaine soit présents ; il évoque aussi la nécessité d'une formation technique (*capacitação*) pour assurer le succès de la réforme agraire. Il ne semble pas très assuré et nous dira plus tard qu'il a fait appel à un orateur expérimenté comme Pedro parce qu'il se sentait intimidé. A plusieurs reprises, j'ai le sentiment que les orateurs s'adressent à nous : nous sommes non seulement "pris à témoin", mais même invités à prendre la parole pour manifester notre avis sur ce que nous voyons.

A un moment, Roberto, qui passe en voiture devant l'école, s'arrête et vient voir ce qui se passe ; on lui fait sentir (dans quels termes exactement, nous l'ignorons) qu'il n'est pas bienvenu et il repart. La réunion n'est pourtant pas — comme certains d'entre nous ont pu alors en avoir l'impression— directement dirigée contre le patron (fermier), mais contre l'usine (propriétaire de l'*engenho*) et l'INCRA. Roberto soutient d'ailleurs cette revendication contre l'usine. Cependant, la tenue d'une assemblée des *moradores* dans l'*engenho* sans que Roberto y soit associé, et le fait, que nous, ses *hótes*, ayons été invités à y assister sans passer par sa médiation, constitue un coup pour son honneur de bon patron, dans la mesure où cet événement indique clairement qu'il n'est désormais plus

¹ En fait, cette zone ne sera pas incluse par l'INCRA dans la zone expropriée et sera donc détachée de l'*engenho* Amaragi.

“maître chez lui”. Cette négation du rôle de “maître de l’*engenho*” (*senhor do engenho*) de Roberto prend sens par rapport au système de relations anciennement implanté à Amaragi. Pour les leaders de l’association des *moradores*, l’enjeu est en particulier de délier les liens (très forts à Amaragi) qui unissent les *moradores* au patron : “Le patron de cet *engenho*, c’est terminé ; il n’est plus patron de personne”, déclarent-ils lors de la réunion. Cette réunion des *moradores* est donc un signal d’une transformation importante en cours.

Rétrospectivement, selon un processus classique, la situation antérieure apparaît comme ayant été relativement stable, alors même qu’elle a été caractérisée par des transformations considérables¹. C’est par rapport au passé (reconstruit) que sont notées et interprétées les transformations actuelles ; inversement, c’est en fonction du présent incertain que le passé est évoqué. Ainsi, nos interlocuteurs évoquent à la fois ce qui apparaît désormais comme le “passé”, et l’avenir, gros à la fois d’espoirs et de craintes. C’est donc une situation où l’on évoque aussi les normes qui organisaient les comportements, au moment où elles sont remises en cause.

Le modèle du “bon patron”

Ce va-et-vient entre le passé, le présent et l’avenir marque l’entretien que nous avons avec les “patrons” d’Amaragi, Serra d’Água et Minguito². Ces trois *engenhos* ont été donnés en fermage par l’usine Santo André (Grupo Othon) à deux frères (le premier à José, les deux autres à Carlos Bezerra), au début des années 1950³. Quoique rapprochés par ces liens de parenté, la trajectoire historique des deux *engenhos* diverge en fonction, notamment, de différences dans les modes de gestion des deux frères. Le destin contrasté que connaissent les

¹ Palmeira (1976), signale un phénomène similaire à propos de la reconstruction idéalisée a posteriori de la relation de *morada*.

² Entretien avec Sr. Carlos et Roberto (18/09/97) : C. Baudelot, A. Garcia, B. de L’Estoile, F. Viguier.

³ En fait, Minguito a été donné en fermage plus tard (1958-59), en compensation du fait que Carlos avait cédé des terrains à la commune.

trois *engenhos* dans le processus de crise de la canne, puis de réforme agraire, est étroitement lié aux différences dans leur histoire antérieure.

L'entretien porte sur le passé, sur la gestion des rapports sociaux au sein de l'*engenho*, mais aussi sur le présent, la crise de la canne, attribuée à l'arrêt du soutien donné par l'Etat brésilien aux producteurs de canne¹, et sur les projets d'avenir. C'est par contraste avec le présent gros de menaces que prend sens la description du passé.

Un des enjeux de l'entretien avec Carlos et Roberto est précisément la construction et la validation de la figure du "bon patron", de "l'homme bon"². Roberto veut convaincre ses hôtes du fait qu'en plus d'être un "bon patron", il entretient avec ses *moradores* une relation d'amitié. Cette image a précisément été mise en danger par la scène qui s'est produite la veille au soir, lors de l'assemblée des *moradores*, où notre présence n'a pu lui échapper. Il s'agit donc pour lui de rétablir à nos yeux cette image de lui-même qui définit son identité. C'est sans doute le fait que son "honneur" de *senhor de engenho* a été en jeu qui explique la violence de sa réaction, qui nous frappe dès le petit déjeuner, sous la forme d'une violente diatribe contre un "curé italien", à qui il aurait dit, en lui parlant de la Sicile, "que chacun balaie devant sa porte" (en termes plus grossiers) ; cette attaque contre les étrangers qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas me semble alors une allusion transparente à notre intrusion.

Amaragi a été géré directement par José Bezerra pendant 26 ans, de 1952 à 1978, mais il y a habité jusqu'à sa mort, en 1996.³ La qualification de *homem bom* ou *bom patrão* revient constamment dans les discours des *moradores* que nous avons rencontrés pour décrire le père de Roberto, "*Seu Zé Bezerra*". Le

¹ Notamment avec la suppression de l'Institut du Sucre et de l'Alcool, en 1991.

² La traduction par "bon patron" risque d'induire en erreur : cette expression possède en français une autre connotation, qui renvoie à l'idée d'un patron qui se conduit "bien" avec ses employés, se montre "compréhensif". Au contraire, la notion d'*homem bom* renvoie à une qualité qui se manifeste par des actes positifs, en particulier par le fait de *donner* : donner sa protection, donner des secours, donner de sa personne.

³ Pour une présentation détaillée de la formation de cet *engenho*, et de la trajectoire de la famille Bezerra, cf. Sigaud (1996).

“Vieux Bezerra” était considéré comme un patron plus protecteur que les autres, surtout en ce qui concerne l’assistance médicale¹. La logique qui définit le vieux Bezerra comme *bom patrão* est relationnelle, c’est-à-dire que la définition se fait par comparaison avec les autres patrons, selon un processus auquel n’échappent ni Roberto, ni Carlos². En particulier, la comparaison avec le père est mise en action au détriment de Roberto dans les moments de crise. Ce dernier, qui a succédé à son père à la tête de l’*engenho* Amaragi, se trouve donc dans la situation difficile de devoir reprendre son rôle d’homme bon dans des conditions qui ont changé, et s’efforce de valider à nos yeux cette auto-définition. Au cours de l’entretien, Roberto (et dans une moindre mesure son oncle) s’efforce donc de nourrir cette image du bon patron, en particulier par des anecdotes, opposant leur façon d’agir à celle des autres patrons de la région, selon une logique de différenciation.

Tout le discours du vieil oncle (il a soixante-dix-sept ans au moment de l’entretien) est organisé par une opposition entre un passé idéalisé et un présent où toutes les valeurs se trouvent renversées ; c’est l’arrivée des lois sociales, qui marque pour lui le début d’une longue décadence (une régression) qui culmine avec la situation actuelle, où “tout est erroné”, tout est à l’envers. Carlos raconte l’organisation de l’*engenho* à partir du moment où il en a pris la direction, en 1952, fondée sur la relation de *morada*³ : le lopin de terre (*sítio*) donné à chacun est un “droit” concédé par le patron, en contrepartie du travail sur l’*engenho*. Il insiste sur la générosité du patron, qui assurait la protection des travailleurs, notamment du point de vue de la santé.

¹ Ces récits de travailleurs sont confirmés *a contrario* par les paroles d’un homme qui fut administrateur de Bezerra dans les années 1960, pendant quatre ans : “il n’était pas bon pour l’administrateur (*empregado*)”. Cet homme se vantait d’avoir fait doubler la production de canne, mais ajoute que Zé Bezerra n’était pas satisfait de ses méthodes, et implicitement, traite celui-ci de laxiste : “Parfois, il y avait un travailleur qui n’était pas régulier, et je l’appelai pour remettre les choses en place, mais lui (Bezerra) disait que ce n’était pas comme ça” (paroles reconstituées peu après la conversation, notes B. L.).

² Voir L. Sigaud, 1993.

³ Palmeira, 1976.

«Carlos - Quand je suis arrivé pour m'occuper de cela, j'ai commencé en organisant la chose suivante : chacun avait droit à un lopin (*gleba*) de terre pour sa subsistance. Et tous travaillaient. L'entretien des maisons était fait par moi. Tout l'entretien des maisons était fait *par moi*. A cette époque, comme il n'y avait pas de route, pas de téléphone, les routes étaient de terre, très précaires, alors le travailleur, quand il tombait malade, ou la femme du travailleur, c'est *nous* qui emmenions l'homme à l'hôpital, à Barreiros ou Recife. C'est nous qui emmenions le malade.

Roberto - Dans notre voiture.

Carlos - Oui, oui.

Roberto - Avant, oncle Carlos, il est bon de souligner que ce n'était pas tous qui faisaient ça. Modestie à part, ici, seuls toi et mon père avaient ce comportement. Ça, on peut le constater, parce que c'est la vérité. Tous ne font pas ça».

Pour Carlos, la "réforme agraire", identifiée au fait que chaque paysan ait accès à un lopin de terre a déjà existé dans le passé, avant l'arrivée des "droits" qui ont commencé à briser la relation harmonieuse entre les *senhores* et leurs *moradores*¹.

«C'était à cette époque la vie que nous appelons *du senhor de engenho*. C'était une situation où tous les ouvriers habitaient dans les propriétés. Chacun avait un lopin de terre. Ils travaillaient dans la *fazenda* pour l'employeur. Et ils avaient leurs zones de terre pour planter. Sans payer de loyer, sans rien. Ils produisaient pour eux et vendaient le surplus. Ils l'emmenaient aux marchés, et vendaient. En 1963, quand il y a eu de l'agitation dans le secteur de la campagne, alors tout ça s'est mis à disparaître.

Roberto - Les lois sociales sont arrivées, n'est-ce pas ?

Carlos - Alors sont apparues les lois sociales. L'homme devait avoir une carte [de travail]. L'homme devait avoir les droits sociaux. Et le résultat, pour moi, ils n'ont pas su faire les choses, ils n'ont pas su faire, ça a tout compliqué. Maintenant, l'homme, je paie les droits pour lui. Et l'homme n'en a pas, le gouvernement ne lui donne pas une couverture comme ça devrait être le cas. Moi je pense que là, la chose a changé. La réforme agraire, c'est autrefois qu'elle existait (*Já existia reforma agrária ...*)».

¹ Ce que Carlos omet de dire, c'est que les paysans n'étaient nullement propriétaires, ni même "*posseiros*", des terres dont ils avaient l'usufruit selon le bon vouloir du patron.

Pour Carlos, les lois sociales, qui prétendaient protéger les travailleurs, ont eu l'effet inverse, dans la mesure où la fin de la domination personnelle et des relations de protection qui lui étaient associées, qu'elles ont entraînées, n'a pas été remplacée par une prise en charge effective de la part de l'Etat (la couverture sociale que l'INPS est censé procurer fait défaut). Quand il décrit la vie des *moradores* de l'époque d'avant les droits, c'est une véritable idylle pastorale : travail peu fatigant, le matin sur les terres de l'*engenho*, l'après-midi travail familial dans le *roçado* qui lui était concédé, vie équilibrée, qui s'oppose à la perte des valeurs du travail. C'est un monde pour lui disparu, avec la perte des racines.

«Carlos - Ils travaillaient jusqu'à une heure de l'après-midi. La maison où ils vivaient, on va dire, de leur lopin, leur morceau de terre, était juste à côté de la maison. Il arrivait, déjeunait, se reposait, et allait avec sa famille faire sa production. C'était à côté de la maison. Il avait du temps pour tout. Parce qu'à cette époque, sa propre famille travaillait pour l'aider là dans sa zone, ce qu'il avait planté. Aujourd'hui, personne n'y va plus. On ne rencontre pas une femme aujourd'hui pour prendre sa bêche et aller à la *roça*. On ne rencontre pas. Je ne sais pas si ça c'a été l'évolution ou bien...

Roberto - La régression.

Carlos - ... La régression de l'histoire. Je crois qu'ils ont retiré l'homme, l'homme de sa vie. Il vivait là dans son petit coin à lui. Et on a abandonné ça. Ils l'ont enlevé, et aujourd'hui personne ne veut plus retourner à ça. A partir de maintenant... Cet *engenho* où j'habite va rentrer dans la réforme agraire».

Dans la présentation de Carlos, c'est seulement le non-respect des règles par le *morador* qui pouvait interrompre cette relation harmonieuse. Le principe de la *morada* impliquait que le *senhor* reste maître de la disposition de la terre, ce qui au dire de Carlos rendait la situation "très simple" :

«A cette époque, c'était une méthode très simple. S'il ne suivait pas le règlement de la propriété, il comparaisait. On lui donnait sa production. Je l'appelais, lui expliquais la situation. Et alors, je lui demandais la maison, le *sítio*. Il cueillait tout ce qu'il avait planté. Je lui donnais un délai. Il cueillait tout, et ensuite rendait la maison, il n'y avait pas de problème. Les problèmes, il y en a aujourd'hui. Mais autrefois non».

La "simplicité" de cette méthode de résolution des conflits, liée à l'acceptation sans discussion par le *morador* de l'expulsion, montre bien le caractère toujours provisoire de cette relation, qui n'était garantie que par le bon

vouloir du patron. Les “règles” étaient uniquement les règles déterminées au sein de la propriété et non imposées par un appareil judiciaire extérieur. C'est la transformation des relations avec les travailleurs sous l'effet des lois sociales, qui selon Carlos a rendu impossible la relation de *morada*, notamment en rendant impossible le règlement des conflits en face-à-face :

«Carlos- Combien de fois, il y avait pendant la semaine un problème sur son lopin, il ne venait pas travailler, mais il se justifiait. Vous comprenez ? Et ça, ça a changé, changé, changé, et est arrivé au point que nous n'avons pratiquement plus les moyens aujourd'hui d'avoir cette relation avec le travailleur, c'est-à-dire habiter dans la propriété. Aujourd'hui il habite au village ou en ville. Un tout petit nombre, ceux qui habitaient là depuis d'autres époques, moi du moins je les garde là. Maintenant, donner une terre, donner le *sítio*, comme nous l'appelons, à un travailleur nouveau, je ne donne plus. Parce que la loi, la loi lui donne une [telle] couverture, si bien qu'on finit par perdre cette partie de terre».

Ce sont pour lui clairement les lois sociales qui ont eu pour effet de faire sortir les *moradores* des *engenhos*, et par conséquent multiplié la misère dans les centres urbains¹.

«Carlos - Pour résumer, c'est ma façon de raisonner, moi qui ai connu l'époque d'autrefois. je vois celle d'aujourd'hui, à ma façon, je m'interroge, je dis : tout est de travers, tout de travers. Les lois sociales sont arrivées. Aujourd'hui, dans les grands centres, Recife et les grandes villes de l'intérieur, tout est plein de *favelas*. Allez faire une enquête là, tout est sorti d'ici, de...

Roberto - De la campagne.

Carlos - ... De la campagne. A cause des lois sociales, parce qu'ils n'ont pas fait une étude sérieuse et profonde.

Roberto - Pour maintenir l'homme à la campagne.

Carlos - Pour maintenir l'homme à la campagne. Aujourd'hui, aujourd'hui, l'autre jour je parlais avec les gens qui disaient : (...) l'homme qui a travaillé aux champs , ou qui aujourd'hui encore travaille aux champs, mais habite la ville, tu peux lui offrir la terre, le *sítio*, il ne revient plus. Et celle qui donne le premier avis négatif, c'est l'épouse elle-même et les enfants, ils ne veulent plus».

¹ La déploration de la misère urbaine des travailleurs qui ont quitté la campagne apparaît déjà dans le discours des *senhores de engenho* dans les années 1950 (Garcia, 1990, p. 66-67).

Le discours de Carlos justifie de façon très classique le départ des *moradores* et l'impossibilité de la *morada*.¹ Carlos explique donc qu'au lieu de leur donner une maison dans l'*engenho*, selon le modèle antérieur, il a aidé ses nouveaux travailleurs, et les fils de ses *moradores*, quand ils se mariaient, à s'installer à la ville, en leur donnant du bois et du ciment pour construire leur maison. De fait, la situation de l'*engenho* Serra d'Água, est très particulière, dans la mesure où il est immédiatement contigu à la ville. Les travailleurs qui habitent *na rua* (en ville) sont donc en fait situés sur un terrain en bordure de l'*engenho*. En revanche, la propriété de Minguito, quasiment vidée de ses *moradores*, est à peu près inhabitée. De fait, il n'y a plus selon Carlos (en 1997) que 19 *moradores* dans l'*engenho* (sur les deux propriétés), alors qu'il y en a eu jusqu'à 60.

Ce faible nombre souligne le fait que les deux frères Bezerra ont eu une gestion extrêmement différente de leur *engenho* et en particulier de leur rapport avec les *moradores*. Carlos a eu une gestion "modernisatrice" : il mécanise tôt son *engenho*, utilise beaucoup d'engrais, des désherbants chimiques² et reboise les fonds de vallée, qui ne se prêtent pas à l'agriculture mécanisée, contrairement aux surfaces plus planes, ce qui lui permet de n'avoir besoin que d'une main d'œuvre permanente limitée, en faisant appel pour la *safrá* à des travailleurs extérieurs³. Au contraire, Bezerra investit peu dans la modernisation agricole, mais conserve une importante réserve de main d'œuvre : selon ce que dit Zé Francisco lors de l'AG, il y avait, en 1978, 250 travailleurs *fichados* (déclarés) à Amaragi (il n'y en avait plus que 41 début 1997). Bezerra n'a en effet pas lui-même suivi cette pratique d'expulsion des *moradores*⁴. Il faut

¹ Cf. Sigaud, 1993.

² Le travail de désherbage manuel de la canne implique la mobilisation d'une main d'œuvre relativement importante, y compris dans l'entre-saison.

³ B. Heredia (1989) a montré comment dans une région proche de l'Alagoas, la "modernisation" de l'exploitation de la canne à sucre —qui s'est faite notamment par le développement de la canne à sucre sur les plateaux jusque-là considérés comme impropres à cette culture— s'est traduite par l'expropriation complète des *moradores* hors des *engenhos* (et des petits producteurs).

⁴ Cette différence entre les deux frères remet en question l'hypothèse de Lygia Sigaud (1996) selon laquelle ce serait le caractère d'homme nouveau de Bezerra qui aurait

souligner le caractère exceptionnel d'Amaragi, où la force de la relation sociale de la *morada* s'est maintenue alors même qu'elle subissait ailleurs un processus d'extinction avec le départ des *moradores*. Au total, il y a, en 1997, 641 habitants sur les terres d'Amaragi¹.

Cette différence de gestion de la main d'œuvre a des effets sur le destin de l'*engenho* face à la crise de la canne. La faiblesse du nombre des *moradores* rend en effet la propriété vulnérable à l'invasion du MST, alors qu'Amaragi, *engenho* "plein" est à l'abri². Carlos est contraint de faire alliance avec le syndicat pour occuper préventivement son *engenho*, dans la mesure où ses relations anciennes avec les dirigeants du syndicat garantissent une occupation moins "agressive" que ne le serait celle du MST. Carlos prend soin de préciser qu'il n'y a pas eu "invasion", mais "demande" (*pedido*), même si cela a été une "demande de mauvaise foi". Le récit de Carlos laisse ainsi entendre que le président du syndicat a marqué sa reconnaissance de son interlocuteur en respectant les formes anciennes de la demande de *morada*, en demandant une "place" pour les paysans³. Mais si la forme est similaire, le rapport de force est tout autre : en réalité, Carlos n'est pas vraiment en position de refuser cette "demande" du syndicat.

Domination personnelle, "amitié" et "ingratitude"

La particularité d'Amaragi tient à l'ancienneté des relations qui existent entre la famille des *moradores* et la famille des patrons. Sous réserve

entraîné son "style" particulier. On peut penser que la différence entre les deux frères est aussi liée à l'investissement de José Bezerra dans la politique.

¹ Selon la "*Relação Empregados e residentes em terras da Fazenda Amaragi. Aposentados –safristas- outros*" communiquée à l'INCRA.

² Cependant, les *moradores* d'Amaragi ont monté un "campement" fictif, qui n'a pas duré plus d'une journée, de façon à marquer symboliquement le fait que l'*engenho* était occupé. De fait, il figure dans la liste officielle des *engenhos* occupés par la FETAPE.

³ De fait, le campement original de Minguito a été déplacé à la demande de Carlos, parce qu'il se trouvait dans le *cercado* où paissent les bœufs. De même, à Serra d'Água, Carlos a fait planter la canne nouvelle dans le champ à côté du campement, et les *acampados* prennent soin de ne pas y toucher.

de vérification, il semble en effet qu'une grande partie des familles présentes à Amaragi y soit depuis de longues années. Ainsi, Roberto connaît depuis son enfance la plupart des travailleurs qui vivent sur la propriété¹.

La relation personnelle s'exprime dans l'importance donnée dans les discours à la notion de "connaissance"². Cette thématique de la "connaissance" apparaît à la fois dans la relation des patrons aux *moradores* et dans la relation des dirigeants syndicaux aux occupants.³ Ce qui caractérise la relation de *morada* (mais aussi certaines des formes qui lui ont succédé), par opposition à la relation de salariat typique, c'est la connaissance personnelle. L'acceptation de la demande de *morada* était ainsi précédée d'une "enquête" sur le caractère et les antécédents de la personne.

«En général, ils se connaissent les uns les autres. Donc, je leur demandais. J'allais en ville et demandais : tu connais un tel ? Il disait, "je le connais. Il a habité tel endroit, tel endroit tel endroit". Et je m'informais sur comment ça s'était passé : "Ecoutez, il n'y a jamais eu aucun problème". Alors, je les mettais. Mais s'il arrivait des choses douteuses, je n'acceptais pas»⁴.

Cette importance de la "connaissance" est générale dans les relations sociales, à tous les niveaux. On peut ainsi rapprocher la façon dont sont recrutés les *moradores*, et la façon dont Carlos lui-même a été "recruté" comme fermier, par l'intermédiaire de son beau-frère, ingénieur dans l'usine à sucre.

¹ Lorsque Lygia Sigaud a rencontré pour la première fois Roberto en 1994, celui-ci insistait sur le fait qu'il "*connaît tout le monde par son nom*" à Amaragi, contrairement au patron du garage de Recife où il répare sa voiture, qui "*ne sait pas où habitent ses employés*". De fait, Amaro Pedro évoque le fait qu'il a connu Roberto enfant et, à ce moment-là, le tutoie. Tout le monde à Amaragi parle de Roberto, ou Seu Roberto, en employant son prénom, alors qu'on disait "Zé Bezerra" ou "o velho Bezerra".

² Sur cette notion de "connaissance" dans une société post-esclavagiste, voir, à propos de Bahia, Mattoso, 1992, Introduction.

³ L'importance des relations personnelles et de la "connaissance" est également fondamentale dans l'enquête elle-même, par l'intermédiaire de Lygia et Afrânio.

⁴ Selon B. Heredia (1989, p. 118), en Alagoas, c'est en général auprès des autres *senhores de engenho* que l'on s'informait.

«Mais, en fonction de la personne, il avait quelques propriétés ici qu'il affermais. Donc, le patron de l'usine a demandé qui c'était. Il a dit : "C'est mon beau-frère. Je suis suspect pour donner des informations". – "Ce qui m'intéresse, c'est son nom, le nom de son père. Et tu vas chercher à prendre des informations". Et ainsi fut fait. Ensuite, il envoya divers messages disant qu'il voulait parler avec moi».

De la même façon, il est frappant de voir que le recrutement des participants au campement de Minguito et Serra d'Água est décrit par les syndicalistes (opposant explicitement ce critère de la "connaissance" et du lien personnel aux pratiques du MST) dans des termes très proches de ceux dont Carlos évoque la sélection de ses *moradores* :

«Généralement, pour les personnes des autres villes, ils [le MST] ne font pas une sélection des gens, donc il vient du monde de toute qualité, c'est-à-dire, que c'est plus difficile de contrôler parce qu'on n'a pas de connaissance avec ces personnes. Ils sont intéressés, c'est vrai, à obtenir la terre, mais ce ne sont pas des personnes qui ont été sélectionnées pour cette fin, donc c'est pour cela qu'il y a plus de conflit. Avec les gens qui sont coordonnés par le syndicat, nous avons plus de connaissance, ce sont aussi des gens qui ont déjà travaillé, qui ont été associés au syndicat, des personnes qui ont été expulsées des *engenhos*, nous avons déjà une grande connaissance. Donc, c'est plus facile du fait du lien d'amitié que l'on a...»¹.

C'est cette "connaissance des travailleurs" qui, pour Carlos, constitue la supériorité de la gestion personnalisée des *engenhos*, telle que lui et son frère l'ont pratiquée, sur celle des usines. Comme le montre bien Palmeira, la relation de *morada* est en effet une relation personnalisée du *senhor de engenho* avec chaque chef de famille ; cette relation est transférable à la veuve, mais pas au fils. C'est ce qu'indique une histoire que raconte Carlos :

«Ici, dans la propriété, il y avait un travailleur, une famille. On appelle ça *sítio*. Le vieux est mort, et les fils, déjà tous mariés, étaient partis, etc. Il est resté la vieille, son épouse. Quand il est mort, c'était un homme que j'aimais beaucoup. Alors, je suis allé là parler avec la vieille, pour qu'elle ne reste pas dans cet endroit, isolée de tout le monde. Elle, déjà bien âgée. Je lui ai dit : "Pourquoi tu ne vas pas habiter dans la maison de ton frère. Dans la maison de ton fils ?" Et elle m'a dit : "Non, Sr Carlos, laissez-moi passer les jours de vie qui me restent ici". J'ai dit : "il n'y a pas de problème". Arrive un de ses fils, il habitait là-bas, du côté de São Paulo, et il s'est

¹ Jobson, du Syndicat des Travailleurs Ruraux.

approprié [*apossou-se* : le terme indique une prise de possession non autorisée] la maison. Je lui ai dit : “mais tu n’es pas mon *morador*. J’ai laissé ta mère ici parce qu’elle m’a fait cette demande, et j’ai consenti à ce qu’elle reste dans la maison. Mais toi tu ne peux rien planter ici, parce que tu n’es pas mon *morador*”».

La *casa* est concédée à un *morador*, chef de famille, les fils, avec leur mariage, ne font plus partie de l’unité domestique ; en principe, sa veuve, seule, devrait “rendre la maison” et aller habiter chez un parent (cf. Heredia, 1988, p. 131). C’est ce que lui suggère Carlos, mais il souligne qu’il accepte de faire une exception du fait de sa relation privilégiée avec son mari et parce qu’elle fait une “demande” pour rester dans les lieux. En revanche, le fils, qui avait quitté la maison en se mariant et migrant vers São Paulo, n’a pas demandé la *morada*, et n’est donc pas reconnu par Carlos comme étant [son] *morador*. Ce que dénonce Carlos, c’est le fait que le fils se conduise en *posseiro*, en pensant qu’il a “droit” par héritage de cultiver la terre et, surtout, de planter des arbres fruitiers, ce qui indique une implantation de longue durée¹. De fait, la relation devient très conflictuelle, même si Carlos reste allusif.

«Et voilà la conclusion ; vous savez ce qu’il a planté ? Orangers, cocotiers, bananiers. Tous types d’arbres fruitiers, jacquiers, c’est ça qu’il a planté. Alors j’ai vu que ça ne marchait pas très bien, même pour l’effet psychologique sur les autres. Je l’ai appelé, et lui ai dit : “Ecoute, on va faire un accord. Tu t’en vas, etc.” Ce qu’il m’a demandé pour cela, même la terre ne valait pas l’argent. J’ai dit : “Non, reste là”. Parce que je savais qu’il n’allait pas supporter. Il est resté, resté, resté. Ensuite il est venu me proposer un accord pour partir. “Dis ce que tu veux ?”, il a dit “Vous me donnez 5 000 reais” et je pars. Comme j’avais intérêt à le retirer, parce que ça donnait une image mauvaise à l’*engenho*, je lui ai payé, 5 000 reais, alors que ça n’en valait même pas deux, j’ai payé cinq».

Carlos ne dit pas quels moyens de pression il a adoptés pour que le fils ne “supporte” pas de rester ; on peut supposer que la privation de travail et des avantages concédés aux *moradores* rendait déjà sa situation difficile. Sa préoccupation principale est “l’effet psychologique” (de contagion) sur les autres

¹ En réalité, comme Carlos le dit plus tard, les “conventions collectives” ont inscrit dans le droit la possibilité pour le fils de reprendre le *sítio* de son père au décès de celui-ci. Les syndicats conseillaient aux travailleurs de planter des arbres fruitiers, de façon à rendre coûteuse l’expulsion, du fait des indemnités.

moradores, et la “mauvaise image” de l'*engenho*. La réputation de celui-ci et de son patron, auprès des autres travailleurs et patrons de la région, est une préoccupation fondamentale qui amène Carlos à accepter une transaction, qu'il présente comme absurde d'un point de vue comptable.

D'un autre côté, l'existence de cette relation personnelle (et héritée) est vécue par Roberto comme entraînant pour lui des obligations : il se sent une responsabilité vis-à-vis de “ses” travailleurs. L'emploi du possessif est ici significatif : Roberto oppose constamment *ses* travailleurs, avec qui il a une relation personnelle et familiale, et pour lesquels il manifeste constamment sa préoccupation et “ceux de l'extérieur”. Il explique ainsi son attitude lorsqu'il s'est trouvé dans l'incapacité de payer ses travailleurs, suite à un grave conflit avec l'usine. Il veut montrer qu'il n'a pas manqué à ses responsabilités vis-à-vis de ses *moradores*, mais que la faute de tout cela incombe à l'usine :

«Je n'avais pas les moyens de payer les travailleurs. Je payais un peu et faisais un accord, etc. Il y avait une époque où j'avais des vaches et des bœufs. J'ai fait une réunion avec le syndicat, et je me suis mis à tuer le bœuf et à donner la viande du bœuf aux travailleurs pour qu'ils mangent, avec la farine de manioc qu'ils avaient. Parce que je n'avais pas d'argent. J'avais des bœufs. Alors je donnais les bœufs. La viande, etc. Parce que *moi je ne pouvais pas voir mes travailleurs mourir de faim*. Donc, c'est la raison principale de la situation critique qu'il y a eu ici. Jusqu'au point de l'expropriation et de la réforme agraire, comme ça se passe maintenant. Et j'y suis favorable, à partir du moment où elle est faite de façon correcte, avec une assistance à l'homme, pour que le travailleur lui-même en profite. Je suis contre la réforme agraire pour mettre des personnes de l'extérieur, qui n'ont rien à voir avec les travailleurs de l'*engenho* Amaragi. *Par contre, pour les travailleurs de l'engenho Amaragi, je défends tout. Parce qu'ils sont mes amis. Ils ont vécu ici depuis l'époque de mon père*. Je veux donner tout ce qui est possible, et payer tout correctement. Ça c'est mon point de vue, auquel je ne renoncerai pas» (souligné par l'auteur).

Il faut souligner qu'une telle conviction (que le “bon patron” a des devoirs vis-à-vis de ses employés) n'est pas seulement de l'ordre d'une “idéologie”, qui masquerait la réalité des relations de domination ; c'est une norme de conduite, socialement reconnue, à laquelle se réfèrent aussi bien les “patrons” que les

paysans¹. Il s'agit d'un idéal de relations sociales qui est actif dans la construction et le maintien de ces relations. Ce modèle des relations sociales, mis en avant par les deux patrons, constitue en effet une référence largement partagée. En particulier, des notions comme des obligations créées par les dons, et au contraire la dénonciation de la non reconnaissance des dons comme "ingratitude", réapparaissent chez différents interlocuteurs.²

Au modèle du bon *senhor de engenho* s'oppose celui du mauvais *morador*, stigmatisé comme malhonnête et ingrat. Roberto raconte ainsi un cas exemplaire de "mauvais sujet" : ayant surpris un homme qui volait des bananes sur les terres des *moradores* d'Amaragi, pour nourrir sa famille, Roberto non seulement ne le livre pas à la police, mais se montre généreux :

«Je l'ai amené ici, à ma maison. Je lui ai donné de la nourriture. Je lui ai donné de l'argent pour s'acheter de quoi vivre, et lui ai dit... c'était au mois de mai... Il a dit qu'il aurait du travail seulement en septembre, quand les usines commencent à récolter. Je lui ai dit, d'ici à septembre, je te maintiens. Tu vas travailler ici pour moi, faire quelque chose pour gagner de quoi survivre».

Pourtant, après avoir quitté l'*engenho*, cet homme dépose une plainte en justice :

«Deux mois après, je reçois une plainte (du travail), il était allé à la Justice du Travail, s'était trouvé un avocat, et s'était plaint de moi, disant qu'il travaillait depuis cinq ans pour moi, que je n'avais jamais payé ses droits, etc.».

Finalement, Roberto accepte un compromis. Cette histoire illustre à la fois la "générosité" de Roberto qui "pardonne", "accueille chez lui", "aide" et "donne", non seulement à ses *moradores*, mais à un homme dans le besoin, en l'opposant à

¹ Cette norme est le produit d'une longue histoire des relations personnelles qui trouve ses racines dans la période de l'esclavage. Cf. pour des exemples de cet idéal de *bom patrão* ou *bom senhor de engenho*, vus du point de vue des *senhores*/patrons, Corrêa de Oliveira (1988), Bello (1938), Freyre (1954 ; 1989). Pour une analyse de la domination personnelle dans le monde de la plantation traditionnelle, cf. Palmeira (1976) et Heredia, (1989), notamment le chap. 7 "As relações sociais do engenho".

² Sur les relations don/dette cf. Benoît de L'Estoile, 1997.

l'ingratitude et à la malhonnêteté du "voleur" qui s'appuie sur la justice et les avocats pour réclamer des "droits" imaginaires¹.

On peut rapprocher cette anecdote d'une autre "histoire" où le fait d'aller en justice est interprété comme signe d'ingratitude : celle d'Amaro Pedro, poursuivant en justice, sur le conseil des dirigeants syndicaux, le père de Roberto qui l'avait accueilli et protégé lors du coup d'état de 1964, que le vieux Bezerra avait raconté à Lygia². Apprenant que nous souhaitions le rencontrer³, Roberto l'a fait *appeler* (le terme de *chamar* (appeler) est le terme utilisé traditionnellement pour convoquer un *morador*). La rencontre a lieu le soi-même de l'entretien avec Roberto et Carlos, et apparaît ainsi comme une "confirmation" de la véracité des propos tenus le matin⁴. Amaro Pedro apparaît en effet comme un rebelle "repenti" : après avoir été en justice, et s'être ainsi montré "ingrat", il a été pardonné par Zé Bezerra, et semble être devenu un *morador* modèle.

La situation me met mal à l'aise : l'entretien a lieu sous la véranda de la maison de Roberto. Pedro Amaro, le corps raide, reste assis sur le devant d'un confortable siège en bois, et, l'air gêné, triture sa casquette, attentif à "bien répondre". Il parle de façon contrainte, affirme ne pas bien se souvenir. Roberto assiste au début de l'entretien, bien calé au fond du fauteuil, son talkie-walkie (qui lui sert à répercuter les ordres aux divers employés) à la main, observant son ancien *morador* ; il intervient parfois pour poser des questions, expliquer certaines choses à sa place, ou pour lui faire certifier des affirmations ("N'est-ce pas qu'il n'y avait pas de grève à Amaragi ?"). Nous comprenons que Roberto l'a fait venir pour qu'il témoigne devant nous de la bonté de ses patrons. C'est bien

¹ On peut penser que Roberto raconte ce cas aussi pour nous montrer que s'il y a eu des plaintes en justice contre lui, ce n'était pas de la part de travailleur de l'*engenho*, mais de quelqu'un de malhonnête et paresseux.

² Cf. Sigaud, 1996, p. 88-89. Voir aussi Sigaud, 2000.

³ Lygia avait entendu son histoire de la bouche de Zé Bezerra, et souhaitait obtenir sa propre version.

⁴ On peut interpréter l'appel de Roberto à la fois comme un geste de bonne volonté à notre égard (il veut nous "aider" dans notre recherche) et comme la production d'un "témoin" en sa faveur.

ce qu'il fait, en insistant sur le fait que Roberto a dignement pris la suite de son père dans le rôle de "bon patron" :

«Moi, en tant que pauvre, j'ai été très triste de la mort de *Seu Zé Bezerra*. Pour trouver un patron comme ça aujourd'hui à Rio Formoso, même en cherchant avec une lanterne allumée, c'est difficile. Il y a son fils.

Lygia Sigaud - Mais pourquoi était-il si bon que cela ?

Amaro Pedro - C'était un homme qui n'avait pas une mauvaise opinion du travailleur. Il ne mettait personne dehors. Et il a payé tous les congés, et il donnait au *morador* une chose spéciale, c'était bon. Acheté à Recife. Il amenait des bœufs. Ici, il les tuait et montrait au peuple. Quand arrivait le temps du carême ; et il ne donnait pas du mauvais poisson. Il apportait du bon poisson. De première classe. Cavala, dourado. Du poisson de classe, et il nous le donnait. Ensuite, longtemps après, il apprit nos droits, et il se mit à apporter du bon poisson et du bon bœuf, et il nous le vendait, moins cher qu'en ville.

Il coupait la viande dans l'*engenho*, tuait [le bœuf]. Et nous le vendait. Et au début, il donnait. Il a beaucoup donné. Une personne bonne. C'est quelqu'un qui a de la bonté. Il nous écoutait en tout endroit. Si on voulait lui parler, on allait là dans sa maison. C'était dans les champs à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. On pouvait parler avec lui. Il n'y avait pas de problème avec lui. Il a été bon.

Et son fils, c'est la même chose, une personne bonne».

Au-delà de la situation d'hommage obligé (d'autant plus que Roberto assiste à une partie de l'entretien), cette description permet de saisir le modèle de la "bonté", manifestée par un certain nombre d'attitudes et de gestes, qui singularisent le comportement de Bezerra par rapport aux autres patrons de la région. Cette bonté est caractérisée à la fois négativement, par l'abstention de certaines pratiques courantes (ne pas avoir "mauvaise opinion des travailleurs", ne pas expulser les *moradores*) et positivement :

- Donner, en particulier donner de la nourriture (ou, après les lois sociales, vendre à prix réduits). Il est notable qu'Amaro Pedro insiste sur la qualité de la nourriture que donnait Bezerra, comme si la "bonne" nourriture était associée au caractère "bon" du patron.
- Recevoir les *moradores* dans sa maison, et les écouter. Il semble que les *moradores* appréciaient particulièrement chez Zé Bezerra sa façon de se comporter avec eux, faisant preuve d'une sorte de "respect" (même si le

terme n'est pas prononcé, c'est comme cela que l'on peut interpréter l'affirmation qu'il n'avait pas une "mauvaise opinion" des travailleurs)¹.

- Porter secours en cas de besoin.

Il est tout à fait frappant que des obligations inscrites dans le droit du travail, telles que le paiement des jours de vacances, soient mises ici au compte de la "bonté" du patron à côté d'obligations traditionnelles². On peut faire l'hypothèse que c'est précisément par comparaison avec les autres patrons de la région, qui pour beaucoup ne respectaient pas cette obligation, que Bezerra est qualifié de bon. La "bonté" renvoie donc à la fois à une qualification morale de la relation avec les travailleurs et aux gestes de bonté. Dans le contexte de l'entretien, Amaro Pedro ne peut qu'ajouter que son fils est aussi bon que lui. Amaro Pedro raconte ensuite qu'ayant récemment eu un infarctus, il a été conduit à l'hôpital dans la voiture de Bezerra. "C'est pour cela que je suis ici aujourd'hui". Ce qu'Amaro Pedro nous donne à entendre, c'est qu'il doit deux fois la vie à Zé Bezerra, qui l'a sauvé une première fois en 1964, en le protégeant, et une deuxième fois lors de son attaque. Autrement dit, il a contracté une dette inextinguible à l'égard du patron. A la fin de l'entretien, Roberto invite Amaro Pedro à dîner à notre table, nous faisant ainsi la démonstration de sa générosité et de son amitié avec les *moradores*.

Cette question de l'ingratitude est essentielle : c'est ainsi que le jeune leader Chiquinho doit faire face à l'accusation de se montrer ingrat envers Roberto, ce dont il prend soin de se justifier devant nous :

«Il y a un contremaître là dans l'*engenho* qui a dit la chose suivante : "Chiquinho, Roberto l'a tellement aidé, et aujourd'hui, il est contre Roberto". Les gens pensent que j'ai étudié parce que Roberto m'a aidé, m'a financé. Pas du tout».

¹ En 1999, certains *moradores* de Serra d'Água m'ont dit des choses similaires de Sr Carlos.

² Ce cas n'est pas rare. Cf. Sigaud, 1999, p. 134-135.

Chiquinho au contraire s'affirme dégagé de toute relation de dette personnelle avec Roberto, ce qui lui permet de s'opposer à lui¹. C'est dans des termes semblables que s'exprime José Vieira, qui a quitté Amaragi et se sent visiblement libéré de toute obligation à l'égard de Roberto. Roberto ne l'a pas payé, et après s'être "contenté de promesses" pendant un an et demi, il a décidé d'aller en procès². Lui aussi justifie son action en opposant le comportement du père (*Ele era um homem bom*) à celui du fils.

A cette image du "bon patron", "ami" de ses travailleurs, que Roberto s'efforce d'imposer s'opposent donc d'autres descriptions de la relation. Chiquinho, en particulier, conteste la catégorie de l'*aide* pour décrire le comportement du patron. Il en vient même à comparer Roberto à un vampire, quand il parle de sa relation aux habitants de Amaragi :

«Benoît - Quel type de relation tu as avec Roberto ? Tu discutes avec lui, ou...?»

Chiquinho - Non, seulement des disputes. Je parle avec lui, mais son objectif à lui, c'est toujours... Il n'appuie jamais la réforme agraire. Il dit qu'il va être... Il est du genre vampire (chauve-souris), vous savez, qui se pose et bat des ailes (...) Le vampire coupe le bœuf, suce le sang mais bat des ailes (pour ne pas qu'on sente la morsure. C'est comme ça qu'il est. Mais personnellement, il peut même aider, mais je sais que je n'ai pas confiance. Il fait toujours un croche-pied³.

La description des relations patron/travailleur est donc prise dans les enjeux du présent. L'évaluation du passé, positive ou négative, prend sens par rapport aux transformations en cours.

¹ En 1999, le père de Chiquinho, parlant des études de ses enfants, précisera aussi : "C'est moi qui ai tout payé". Au contraire, Roberto affirmera avoir contribué aux études de Chiquinho, comme à celles de plusieurs autres enfants de *moradores*.

² Ce point est d'autant plus notable qu'Amaragi se singularisait précisément par l'absence de tout procès, ce qui avait attiré l'attention de L. Sigaud sur cet *engenho*.

³ Entretien avec Chiquinho, Rio Formoso, 19/09/97.

EVALUATIONS DE L'AVENIR ET PARIS

En 1997, trois éléments relativement nouveaux caractérisent une situation de transformation sociale : la crise de l'économie de la canne à sucre, qui se traduit notamment par des faillites d'*engenhos* et d'usines, et par une sévère crise de l'emploi pour les travailleurs agricoles ; la possibilité pour certains travailleurs agricoles de devenir petits producteurs avec la perspective de "réforme agraire", soudainement passée d'un mythe à un espoir réaliste, comme le manifestent le fait que plusieurs *engenhos* sont "occupés" par des campements, et que d'autres ont déjà été divisés en parcelles ; enfin, le développement programmé du tourisme international, avec le projet "*Costa Dourada*", qui doit valoriser cette partie du littoral.

Des projets concurrents

Face à cette situation, à la fois de "crise" et d'"ouverture", les réactions des divers individus sont bien entendu très différentes en fonction des trajectoires, de l'âge et des espoirs de pouvoir tirer parti de cette transformation de l'espace des possibles. Un des éléments qui conditionnent la possibilité de faire des "projets" est la capacité de se "projeter" dans l'avenir, ce qui implique à la fois une certaine distance par rapport à la nécessité quotidienne, et un espoir d'être présent.

De ce point de vue, la différence, du côté des patrons, entre l'oncle et le neveu est tout-à-fait frappante. Le vieux Carlos se définit comme un homme du passé, "perdu" face à l'ampleur des transformations, et n'aspire plus qu'à quitter tout cela. Il ne comprend plus le monde dans lequel il vit, qui lui apparaît renversé.

«Je n'y crois pas. Je viens d'une autre époque, je vois celle-ci. Toujours, je parle à la maison avec mes enfants, avec ma femme. Je parle toujours ; je dis : telle chose a été un tel changement que tu..., moi je suis perdu. Je ne sais plus ce que l'on peut faire.»

De fait, il n'a pas l'intention de lutter pour sa terre, qu'il considère comme déjà perdue, même s'il vit la perspective d'être exproprié de la *casa-grande* où il vit depuis 35 ans comme à la fois une injustice et une humiliation.

«Moi, je n'ai plus aucun intérêt. S'ils paient ce à quoi j'ai droit, ce que moi j'ai fait, ce que moi j'ai construit pendant ces 45 ans, je ne vais plus rien réclamer, parce que je ne vois même pas d'avenir là-dedans».

Plutôt que d'inquiétude, il s'agit ici de résignation. Le regard de Carlos est irrémédiablement tourné vers le passé perdu, dans lequel les valeurs de l'ordre social étaient respectées. Il est frappant qu'il termine sur le thème que "la réforme agraire" c'était autrefois.

«La réforme agraire, comme je vous l'ai dit au début, il y avait la réforme agraire ici autrefois. Parce que c'était ça, l'homme habitait son sítio, avait son salaire. Il avait son lopin de terre pour planter des cultures vivrières. Il avait tout».

L'entretien s'achève sur une note nostalgique : nous feuilletons ensemble l'album de photographies qu'avait apporté Carlos : le collège jésuite de Recife, les churrascos réunissant les *coroneis*, les scènes de chasse, les portraits de famille, témoignages jaunis de la vie de la couche sociale des maîtres de moulin, sur le point de disparaître définitivement avec la fin de la monoculture de la canne à sucre¹.

Alors que la réforme agraire est pour Carlos une catastrophe, qui va ruiner l'œuvre de sa vie, elle est au contraire vue par Roberto plutôt comme une *chance* : c'est en accord avec lui que le syndicat a fait la demande du processus d'expropriation de son *engenho*. Cet accord a été rendu possible par l'histoire des bonnes relations entre les deux². Roberto espère en effet obtenir de l'argent frais grâce aux indemnités de l'INCRA pour les "améliorations" (*benfeitorias*) qu'il a réalisées sur la plantation dont il n'est que le fermier (routes, électricité, plantation d'arbres, construction de maisons, etc.). L'argent des indemnités devrait lui permettre à la fois de liquider ses "dettes" vis-à-vis de ses anciens travailleurs, et d'obtenir le capital qui lui fait cruellement défaut pour investir

¹ En 1999, Carlos a quitté la *casa-grande* de Serra d'Água, expropriée, et vit à Recife. Il vient régulièrement rendre visite à Roberto, et à cette occasion passe voir ceux d'entre les *moradores* avec qui il avait des relations d'amitié.

² C'est encore par la médiation de Roberto que Carlos négocie avec le syndicat.

dans le tourisme¹. En "liquidant le passé", l'expropriation donnerait à Roberto une plus grande liberté, tout en lui permettant de maintenir une bonne relation avec ses anciens travailleurs, essentielle à son entreprise touristique.

Roberto et Carlos s'accordent cependant sur le fait que non seulement la "réforme agraire" est vouée à l'échec, mais surtout qu'elle va faire le malheur des travailleurs, s'ils sont laissés à eux-mêmes ; selon Carlos, les *moradores* de son *engenho* n'y sont pas favorables : ils ne veulent pas la terre, car ils savent qu'ils vont mourir de faim². Mais Carlos refuse désormais d'assumer le rôle traditionnel de protecteur, considérant que l'Etat, qui se substitue au patron, doit endosser cette responsabilité.

«Carlos - Mes travailleurs sont complètement révoltés. Parce qu'ils ne veulent pas la terre, parce qu'ils savent qu'ils vont mourir de faim. Parce qu'ils ne veulent pas. Moi, je dis : "Ecoutez, ce problème là, ce n'est pas le mien. C'est le problème du gouvernement, je ne peux pas m'en mêler". Parce qu'ils ont déjà l'expérience d'autres endroits où ça n'a pas marché. Là, dans la commune de Ribeirão, il y a une usine appelée Usina Caxangá. Une usine à sucre. Une usine à moitié neuve. Une terre extraordinaire. Elle est entrée en réforme agraire, il n'y a plus rien. L'usine a déjà fermé. Elle a déjà arrêté. Les terres là sont dans la main de tiers.

Roberto - Tout le monde meurt de faim».

Pour les deux patrons, cet échec est la preuve que les travailleurs sont dans l'incapacité de se débrouiller seuls, du fait de leur "ignorance".

«Carlos - (...) Mais comment peut-on faire la réforme agraire sans donner une assistance à ces travailleurs ? Alors qu'ils ne sont même pas alphabétisés ! Comment peuvent-ils mener cela à bien ? Alors qu'ils n'ont aucune notion. Aucune. Comme technique, ils n'ont rien».

¹ En 1999, Roberto avouera s'être trompé sur ce point : il n'avait toujours pas reçu les indemnités espérées.

² Nous n'avons pas eu l'occasion de rencontrer alors les *moradores* de Carlos. D'après les entretiens de 1999, il semble qu'ils aient été alors très divisés ; il semble que de fait ceux qui étaient les plus proches de Carlos (ceux à qui il parlait le plus) étaient hostiles au processus de réforme agraire.

C'est ainsi que dans le futur qu'il imagine pour l'après-réforme agraire, Roberto se voit dans un rôle de "conseiller", qui lui permettrait de concilier l'obligation de "responsabilité" qu'il ressent envers ses anciens travailleurs, et l'absence de relation de dépendance salariale (et des obligations juridiques liées à celle-ci) :

«J'ai une idée. Je vais essayer de la mettre en pratique ici dans l'*engenho* Amaragi. Je ne sais pas si je vais réussir. Chaque travailleur va recevoir 10 hectares. Moi je vais recevoir une indemnisation du gouvernement. Mon idée c'est, ensuite, d'appeler les travailleurs, faire une réunion. Monter un moulin à sucre (*engenho*) petit, mais moderne, avec un moteur électrique, etc. Pour fabriquer du sucre roux (*mascavo*), comme c'était il y a des années. *Maintenant, le travailleur ne sera pas mon employé, non. Il sera propriétaire de sa terre.* Moi, je vais financer pour lui le fertilisant, l'argent pour planter la canne, etc. Et il me vendra sa canne, moi je vais le transformer ici dans la propriété, faire ensemble, avec eux, une espèce de coopérative. Et essayer d'exporter ce sucre roux. Parce que j'ai déjà découvert qu'en Europe, le sucre roux est cher. Parce que c'est un sucre naturel. J'ai cette idée, ici dans l'*engenho* Amaragi, d'essayer ce débouché. Outre le tourisme on aurait en plus ce débouché ; les travailleurs plantent leur propre canne qui pousse bien ici et la vendent ; on ferait une coopérative. Moi je financerais, etc. C'est mon idée».

Le projet de Roberto concerne les trois *engenhos*, y compris ceux de son oncle. Roberto se dit prêt à troquer la position de "patron" contre celle de "partenaire", à passer de la hiérarchie à l'égalité. Du même coup, il se débarrasserait des "obligations" traditionnelles du patron (et de la charge financière qu'elles font peser sur l'exploitation), dans la mesure où les paysans seraient devenus indépendants. En même temps, il est clair dans son discours qu'il serait en quelque sorte le "gérant" de la coopérative. Ou, plus exactement, on pourrait dire que quand il imagine la relation qu'il aurait avec les "travailleurs", Roberto reproduit la relation qu'ont les *usineiros* avec les "fournisseurs de canne", ou encore la relation qu'avaient certains maîtres de moulin avec les *lavradores*, petits producteurs indépendants à qui ils achetaient leur canne¹.

La réalisation de ce projet bute cependant sur une hostilité que Roberto, insistant sur l'intérêt commun, dit ne pas comprendre et qui est peut-être une

¹ Heredia, 1989, p. 152-154.

allusion à la scène de la veille, quand on lui a fait sentir que sa présence n'était pas bienvenue à la réunion.

«Mais je sens des difficultés, parce qu'il n'y a pas de réciprocité du côté du syndicat et du côté des travailleurs à vouloir mon opinion. Quand je veux m'exprimer, ils disent : "Non, vous êtes patron. Vous êtes patron". Je dis : "Je suis patron, mais je ne suis pas un criminel, ni un ennemi". Donc, c'est une difficulté. Il faudrait casser ça : "Je pense que tu as été patron". Mais je me suis toujours bien entendu. Aujourd'hui je suis une personne égale à eux. Je veux discuter le problème de tous. La même terre dont j'ai besoin pour vivre, ils en ont besoin. Comme grâce à Dieu j'ai eu la possibilité d'avoir un peu plus d'instruction, *je peux m'offrir pour essayer d'aider*. Pas pour faire du mal. Mais je sens une certaine... de leur côté je ne sens pas la réciprocité qu'il devrait y avoir».

Plus tôt dans la journée, il nous a déclaré :

«Ils disent que je ne peux pas entrer [dans la coopérative] parce que je suis patron. J'ai *été* patron, mais j'ai toujours été un ami. Maintenant, j'ai cessé d'être patron, mais je continue [d'être] ami. Je ne suis pas un criminel».

Contrairement à son oncle, Roberto (qui a alors 37 ans) frappe par le fait qu'il propose une série de projets ; il voit l'avenir en particulier autour du tourisme écologique. Il s'est efforcé de reconvertir tous ses investissements (à la fois financiers et surtout des réseaux de relations qu'il a tissés au long des années) dans la transformation de l'activité économique qui assure à la fois son existence et son identité sociale de *senhor de engenho*. Il faut noter aussi que Roberto a clairement intégré l'internationalisation à la fois du marché du sucre et du tourisme. Il intègre dans ses projets les demandes des consommateurs européens pour le sucre roux, comme les exigences "écologiques" du nouveau tourisme.

«Je crois que c'est un avenir très bon. Pour la raison suivante : nous avons pratiquement 365 jours d'été. Seulement deux ou trois mois par an où il pleut un peu plus. Mais, même comme ça, il pleut la nuit, et il y a du soleil le jour, il pleut l'après-midi, il fait beau le matin, et ça continue comme ça. Alors, ce n'est pas tellement un problème. Bon, en plus de cela, nous avons ici à Rio Formoso la seule zone vierge du littoral de Pernambuco, sans pollution, sans problème, un endroit réellement extraordinaire, s'il est traité avec le respect de la nature. En prenant en compte la préservation de l'environnement, je pense que le futur est total. Parce que le monde d'aujourd'hui exige le tourisme écologique. Et ce tourisme écologique, c'est

exactement ce que nous avons. La vie des crabes, des poissons, des crustacés. Et le peuple lui-même, le contact avec les travailleurs».

Il est frappant de voir que Roberto compte les *moradores* d'Amaragi parmi les atouts d'un tourisme écologique, au côté des crabes et des crustacés ! C'est que de fait ils sont intégrés dans le tourisme : ainsi, la visite de la *casa de farinha* (lieu de production de la farine de manioc), qui fonctionne pour la reproduction du groupe domestique, figure au programme des attractions pittoresques du "tourisme authentique" d'Amaragi¹. Ce qui pour les uns fait partie de la "vie quotidienne" est intégré dans la production d'un folklore exotique pour les visiteurs² (photo 7).

Les images paradisiaques font en effet l'objet d'une mise en scène de la part du propriétaire de la plantation, dans les brochures touristiques qu'il distribue à ses invités, mais aussi sur le site internet qu'il a récemment ouvert. La photo de couverture du prospectus publicitaire montre la mer verte, le sable blanc et les cocotiers de la *Praia dos Carneiros*, sous un ciel bleu traversé de quelques nuages. Pour Roberto, il s'agit de "vendre", en utilisant ces images, un tourisme élitiste qu'il revendique comme "différent", un "Brésil Spécial", à la fois "authentique" et "naturel".

"Vivez le privilège naturel de la campagne et de la mer en un même lieu. Soyez différent de l'habituel, soyez *Brasil Special*"³.

La publicité décline la thématique de la beauté de la nature et de l'environnement ("Tamandaré : un plongeon dans la nature"), en une mise en

¹ De ce point de vue, Amaragi constitue une sorte "d'écomusée" en activité.

² La visite de quelques enquêteurs à une *casa de farinha* d'Amaragi est ainsi un moment particulièrement ambigu : pour nous, il s'agit d'un intérêt légitime pour une activité traditionnelle, fondamentale dans l'économie domestique nordestine. Cependant, nous sommes sans doute perçus comme des "touristes" en quête de pittoresque, d'autant plus que nous sommes guidés par un des jeunes garçons attachés à la *fazenda*. De fait, "Ce n'est pas la première fois que des *gringos* viennent ici" nous dit un des participants. Sur les analogies entre les "visites" d'enquêteurs, de promeneurs et de philanthropes, voir le chapitre "Les visiteurs", in : Weber, 1998, p. 21-49.

³ Brochure "Rio Formoso. Brasil special", 1997.

scène de l'exotisme tropical clairement orientée vers des touristes européens, et celle de l'authenticité nordestine ("Vivez le Brésil à la façon du Nordeste") : sur le dépliant figurent des photos du marché, des églises nordestines typiques, des bateaux de pêcheurs. Le projet de Roberto prévoit en effet d'impliquer ses *moradores* dans le projet de reconversion touristique, ce qui lui permettra de conserver et transformer tout à la fois le capital de relations personnelles que lui et son père ont tissé depuis des années. Il est frappant de voir que le discours de Roberto, opposant les gens de l'extérieur à "ceux d'ici", est exactement identique à celui qu'il tient à propos de la réforme agraire, qui selon lui ne doit bénéficier qu'aux seuls "travailleurs d'Amaragi". Cependant, l'emploi de la main d'œuvre locale dans le cadre du projet *Costa Dourada* implique une politique volontariste, que, selon Roberto, la mairie devrait mettre en place :

«Dans le cas contraire, ils vont importer de la main d'œuvre du dehors, l'argent ne fera que passer et les gens d'ici mourront de faim. Moi, si j'étais maire j'exigerais, pour donner les autorisations, l'emploi de main d'œuvre locale. Comme le tourisme que je fais, avec tout le monde de la *fazenda*. Personne de l'extérieur. C'est un point fondamental».

Cette politique de recrutement local permet aussi à Roberto de maintenir des liens de protection avec une partie de ses *moradores*, et ainsi de continuer à bénéficier de tous les avantages de la domination personnelle, notamment en termes de contrôle de la main d'œuvre. Il reproduit dans l'exploitation touristique le type de domination personnalisée qui caractérisait sa relation avec les *moradores* de l'*engenho*, fondée sur l'endettement (moral) et les obligations mutuelles. Le fait que nombre d'employés de la *pousada* bénéficient à la fois d'un logement et de l'accès à une terre permet aussi de maintenir des salaires minimaux, et de ne pas déclarer la plus grande partie du personnel¹. Cette "familiarité" des patrons avec le personnel de la *pousada* est aussi essentielle dans la création d'une atmosphère "familiale" qui est une des caractéristiques distinctives du tourisme offert par la *Fazenda Amaragi*. Conformément à une représentation traditionnelle, l'*engenho* apparaît largement comme une extension de l'espace domestique du *senhor de engenho*, qui en parle constamment en

¹ Le salaire minimum (fixé à un niveau national) est inférieur au salaire minimum dans la canne, objet d'une négociation au niveau de l'Etat de Pernambuco.

employant le vocabulaire de la famille. Le site Internet d'Amaragi vante les "bons rapports sociaux traditionnels" et l'atmosphère familiale de l'*engenho*¹.

«Au milieu du travail, les *moradores* et les enfants trouvent encore le temps de jouer, chanter et danser, satisfaits, joyeux et en bonne santé, parce qu'ils ont un excellent patron».

Le *fazendeiro* Roberto et son épouse Ana Paula, attendent leurs amis et leur souhaitent la bienvenue, en les invitant à profiter de cette expérience unique de vivre avec leur famille. Ils sont attentifs à ce que rien ne dérange vos vacances différentes de l'habitude².

Roberto a été contraint de penser à une reconversion très tôt, dès qu'il y a eu des problèmes entre son *engenho* et l'usine Othon, en 1989.

Malgré le scepticisme de son père, il a donc fait très tôt le "pari" d'un développement touristique de la région³.

«De telle sorte que le tourisme ici, j'ai commencé en 89, comme une alternative. Essayer de donner un emploi à la main d'œuvre locale. C'est l'alternative. Parce que depuis 89, je sais que la canne à sucre allait faire faillite. Il n'y allait plus avoir de possibilité pour le planteur de canne.

Roberto se présente comme isolé parmi les autres fournisseurs de canne, dont il ne se sent pas solidaire. Il a en particulier le sentiment d'avoir été abandonné lors de "l'invasion" de l'*engenho* par l'usine en 1995, qui, suite à un différend avec Roberto, a envoyé ses hommes sur les terres de l'*engenho* pour y couper la canne, l'attaquant ainsi à la fois dans son honneur de *senhor* de *engenho* et lui supprimant les

¹ Le "livre d'or" de la "Fazenda Amaragi", sur lequel les "hôtes" inscrivent quelques mots amicaux à la fin de leur séjour (partiellement retranscrits par Liliane Bernardo en 1999), confirme que ces catégories de perception sont largement partagées par les visiteurs de la *pousada*. Il est frappant que la thématique de la "famille" et des "amis", et plus généralement le vocabulaire affectif, y soient omniprésents.

² Extrait du texte sur le site internet d'Amaragi, consulté en avril 1999.

³ Cette capacité d'anticipation est aussi liée à la capacité relationnelle de Roberto. En 1999, il raconte comment il avait à cette époque fait la connaissance de celui qui deviendra son associé allemand, qui lui avait ouvert les yeux sur les possibilités de développement du "tourisme vert".

ressources de la vente de la canne. Roberto insiste sur le fait qu'il n'appartient pas à ce groupe social, et se présente au contraire comme proche des travailleurs¹. Il revendique d'ailleurs l'origine populaire de son grand-père paternel, qu'il présente comme *trabalhador rural*²:

Il était pauvre, il n'avait rien. Il a commencé en travaillant à la bêche. Il travaillait le jour et étudiait la nuit pour apprendre à lire. Il a commencé sa vie comme ça».

Ce qui rapproche paradoxalement Chiquinho et Roberto, c'est qu'ils sont tous deux en position d'innovateurs, parce qu'ils sont tous deux, pour des raisons différentes, en situation instable. Dotés d'un certain nombre d'atouts qui les singularisent parmi leurs semblables, ils ont intérêt à parier sur l'avenir pour échapper à leur situation inconfortable. Il est significatif que tous deux se soient lancés dans des expériences d'innovation agricole, qui démontrent la volonté de chercher une issue face à la crise de la canne. Roberto a tenté la culture commerciale de l'*acerola* (fruit d'un palmier rouge), afin de produire du jus qui serait envoyé en Allemagne. Le problème était qu'il ne parvenait pas à obtenir une couleur constante, ce que les consommateurs ne pouvaient accepter. Chiquinho lui, s'est essayé à la culture des salades, après avoir suivi un cours d'agriculture spécialisée à Campinas (dans l'Etat de São Paulo)³. Il a renoncé du fait qu'il n'existait pas de marché local. Il a alors cherché des orchidées sauvages, pour étudier la possibilité de produire localement des fleurs pour l'exportation.

Chiquinho se trouve également en position de porte-à-faux : seul de sa génération, parmi les jeunes de l'*engenho*, à avoir fait des études poussées (il est allé au collège agricole de Barreiros), il se trouve en fait coupé du monde duquel il vient, sans pouvoir vraiment trouver sa place dans le monde des techniciens agricoles des usines à sucre⁴. Après des emplois dans des raffineries en Alagoas,

¹ En 1994, il se présentait à Lygia comme "socialiste".

² Il est frappant que son oncle Carlos ne mette pas en avant cet aspect au cours de l'entretien.

³ Le simple fait de suivre ce cours, où Chiquinho était non seulement le seul fils de salarié agricole, mais même le seul à venir du Nordeste, révèle le caractère exceptionnel de Chiquinho.

⁴ Il insiste constamment sur le fait qu'il était le seul "fils de travailleur agricole" dans les différentes expériences d'études qu'il a eues.

l'arrivée début 1997 du syndicaliste Zé Paulo à la mairie lui a permis de trouver un emploi de technicien agricole (au département Agriculture de la mairie), mais cet emploi est soumis aux aléas de la politique municipale ; si Zé Paulo n'est pas réélu, Chiquinho perdra son poste. La perspective de réforme agraire lui donne une chance inespérée : celle de réaliser une promotion sociale sur place. Il pourrait ainsi rester à Amaragi tout en occupant une position importante, à la fois politique et technique, en tant que "coordonnateur" de la coopérative et technicien agricole. Chiquinho s'identifie donc presque totalement avec la réforme agraire, qui peut littéralement transformer son existence. En même temps, il semble que la conscience de sa "responsabilité" soit parfois lourde à porter et que Chiquinho ressente un sentiment de solitude, de ne pas avoir d'interlocuteurs à Amaragi, ce qui est sans doute ce qui lui a fait rechercher notre compagnie. Le dernier soir avant notre départ Chiquinho, soudain découragé, se plaindra à nous de la "mentalité" des paysans, qui ne sont pas "préparés" pour la réforme agraire.

La vision de Chiquinho paraît en fait analogue à celle de Roberto : lui aussi affirme que le succès de la réforme agraire est menacé par "l'ignorance" des travailleurs et que ceux-ci ont besoin d'être "conseillés". La différence essentielle est que celui que Chiquinho voit dans le rôle de conseiller, c'est lui-même, en tant que technicien agricole. Il se voit en agent de la rationalisation de l'agriculture, apportant son savoir-faire au service de ses compagnons ignorants et "irrationnels". L'avenir qu'il évoque est que lui-même montre le chemin, en commençant certaines cultures commerciales nouvelles (fruit de la passion, papaye, légumes verts), et que les autres le suivent. Il se présente comme un "leader agricole", avec un rôle décisif d'entraînement et d'obtention de ressources.

«L'agriculture est l'un des débouchés, non de manière irrationnelle, [mais] d'une manière bien dans la technique. Une des débouchés, c'est ça. Ils font davantage de culture de subsistance. J'ai planté des fruits de la passion, ils plantent. De la papaye, ils en plantent. Des légumes verts, ils en font. Ils n'en font pas parce qu'il y a des difficultés de fumure, parce qu'il faut de la fumure (...) Il y a diverses choses qu'ils vont faire.

Afrânio - Ils vont le faire ? Ou tu discutes encore avec eux?

Chiquinho - Ils font seulement de la subsistance. Mais (...) à l'issue du processus, si on leur donne les conditions, ils le feront, sans aucun doute (...). L'igname même, la plantation d'igname, c'est une des choses qui donne de l'argent. Ils en font, mais

seulement pour l'alimentation interne. Seulement pour la consommation familiale, pas pour vendre. Parce qu'il n'y a pas de financement, de ressources propres».

Chiquinho représente donc le principal concurrent de Roberto pour cette position de conseiller/leader. Inversement, Roberto et les liens de dépendance qu'il a tissés avec les *moradores* constituent le principal obstacle à l'adhésion des *moradores* aux projets de Chiquinho. Il est donc logique que les deux entrent en conflit.¹

Les dirigeants syndicaux sont bien entendu favorables à la réforme agraire : celle-ci est depuis longtemps une revendication du mouvement syndical (photo 8). Ils promeuvent en particulier le modèle de "l'agriculture familiale", qui s'oppose radicalement au projet concurrent d'une poursuite de l'exploitation de la canne en coopérative (c'est le projet avancé par Roberto, mais aussi par le gouverneur de Pernambuco). Selon le président du syndicat de Rio Formoso,

«Le projet du syndicat est de recevoir les terres, et recevoir les terres pour la réforme agraire, du type de culture diversifiée, pas pour planter de la canne, parce que planter de la canne pour un pauvre, c'est perdre son temps. Les patrons d'usine reçoivent la canne et ça n'arrive à rien ; autant travailler gratuitement ; si c'est des cultures diversifiées, alors il faut faire un projet pour que la communauté puisse grandir. Tous les projets possibles pour faire grandir la communauté, donc nous allons découvrir où il y a des choses à faire. Création de micro-entreprises et d'autres choses, mais du moment que cela mette l'accent sur l'agriculture».

La réforme agraire permet aussi de "rétribuer" les dirigeants syndicaux en leur permettant d'obtenir une terre, même s'ils ne sont pas *moradores* : c'est ainsi que, comme nous l'a tout de suite fait remarquer Roberto, le président du syndicat, Teixeira, et la femme de Zé Paulo, figurent sur la liste de ceux qui doivent recevoir une terre à Amaragi². La position du syndicat est compliquée par le fait que sa base sociale est constituée par les salariés ; la création d'un groupe de "petits paysans indépendants" correspond à une revendication ancienne et en même temps risque de miner cette base sociale et les revenus du syndicat, qui

¹ De fait, en 1999, le conflit entre les deux s'est fortement envenimé, prenant notamment la forme de plaintes en justice.

² La liste des bénéficiaires est affichée à l'intérieur du *barracão*, autrefois lieu où étaient payés les travailleurs, et donc symbole de la domination de l'*engenho*.

dépendent notamment des cotisations obligatoirement prélevées sur les salaires. Il est frappant que dans l'assemblée d'Amaragi, pour convaincre les *moradores* de participer à la réunion du syndicat prévue le dimanche suivant, Pedro Assunção évoque le statut de "travailleur rural" au passé.

«Ils sont tous travailleurs de la canne, comme vous l'avez été, comme nous l'avons été».

Pour le syndicat aussi, la stratégie de lutte pour la terre est un saut dans l'inconnu : Teixeira me dit : "on a l'habitude de lutter pour le salaire, mais on n'est pas habitué à lutter pour la terre". De fait, le slogan de la FETAPE pour la campagne salariale 1997 "Emploi, Terre et salaire pour tous" indique bien cette ambiguïté fondamentale ; précisément la "terre pour tous" signifierait la fin de l'emploi salarié dans la canne.

A Amaragi en particulier, les projets du syndicat entrent en conflit avec ceux de Roberto. Le syndicat avance un projet de coopérative qui regrouperait les trois *engenhos* de la famille Bezerra, et qui se lancerait aussi dans l'exploitation du tourisme, en reprenant la *pousada* de Roberto, qu'il voudrait voir figurer dans le domaine exproprié par l'INCRA. Cependant, le coût des indemnités serait tel que l'INCRA préfère laisser à Roberto cet espace.

L'évolution de l'espace des possibles pour les *moradores*

- Entre ces deux pôles de réorganisation des rapports sociaux à Amaragi, il semble qu'il y ait un certain flottement, une hésitation autour de la perspective de réforme agraire. De fait, on sent parmi les *moradores* d'Amaragi une incertitude, et parfois une inquiétude, quant à l'avenir. Alors même que l'assemblée des *moradores* pouvait donner à des observateurs étrangers une impression de force, notamment à travers les discours des leaders, l'évaluation de Chiquinho est toute autre ; il se plaint de la faible mobilisation : seulement une trentaine sur 96 bénéficiaires de la réforme agraire étaient présents. Le discours auquel nous avons assisté était en fait un discours de mobilisation ; notre présence était mise à profit par les leaders pour mettre en scène les appuis extérieurs dont ils jouissaient et bénéficier du "prestige" de notre visite. En effet, la mobilisation collective, au moins d'un certain nombre des *moradores*

d'Amaragi, apparaît essentielle pour le succès de la stratégie syndicale, notamment pour pouvoir implanter une coopérative.

- Pour comprendre ces hésitations entre l'espoir d'une vie meilleure et la crainte d'une dégradation de la situation, on peut chercher à reconstituer l'évolution de l'espace des possibles pour les moradores. Pour simplifier, on peut dire que les moradores d'Amaragi se trouvaient depuis les années 1960, devant deux options (qui pouvaient d'ailleurs dans certains cas être vécues successivement) :
- rester à Amaragi et travailler dans la canne à sucre,
- partir travailler à São Paulo (ou à Recife, comme domestiques, pour les filles)¹.

Selon le récit de Chiquinho, c'est vers 1960 que les cousins de son père partent à São Paulo, en camion (*pau de arara*). Dans un second temps, d'autres membres de la famille (femmes et enfants) partent rejoindre ceux qui se sont installés.

«En général, le mari, part d'abord. Si ça marche bien, alors il emmène sa femme, emmène les enfants, tout le monde part. En général, le premier qui y va c'est l'homme».

C'est aussi le cas de la grand-mère de Chiquinho, qui va vivre chez un de ses fils. Au contraire, le père de Chiquinho, aîné de sa famille, qui a déjà des enfants, reste à Amaragi. Dans les années 1980, les frères aînés de Chiquinho ont suivi le même chemin. Un frère travaille aujourd'hui chez Volkswagen. Sa demi-sœur plus âgée est aussi partie : elle s'est d'abord employée comme domestique à Recife, puis est aujourd'hui à São Paulo. Selon lui, 95% des hommes dans la tranche d'âge 18/30 ans sont à São Paulo. «Ceux qui sont ici, c'est qu'ils sont revenus».

Dans la période plus récente, les choses ont commencé à changer : il est devenu plus difficile de trouver du travail à São Paulo ; en même temps, l'arrêt

¹ Sur le rôle de l'émigration vers le Sud-Est dans la transformation de l'espace des possibles dans le Nordeste, cf. Garcia, 1989.

de la canne à Amaragi depuis le début de 1997, a supprimé le travail agricole sur l'*engenho* comme source de revenu monétaire. Trois options restent ouvertes :

- tenter malgré tout sa chance à São Paulo ;
- chercher à s'employer ailleurs comme journalier pendant la safra (mais cette possibilité est fortement réduite par la crise de la canne et le chômage qui en découle), en survivant le reste du temps à Amaragi grâce au *roçado* et au *sítio* et à la pêche dans la mangrove¹ ;
- travailler dans la *pousada* de Roberto. Selon Roberto lui-même, "seuls ceux qui travaillent dans la partie du tourisme gagnent quelque chose". Cette possibilité concerne essentiellement les femmes (pour la cuisine et les tâches ménagères) et les jeunes (pour le service de garçons), et ne suffit bien sûr pas à occuper l'ensemble de la main d'œuvre.

La fermeture progressive de ces options alternatives explique pourquoi la terre devient une "issue" et un "espoir". La possibilité de réforme agraire ouvre en effet une nouvelle option : devenir petits propriétaires indépendants, éventuellement regroupés en coopérative de petits producteurs.

Là encore, les parcours individuels montrent les "essais successifs" de ces différentes voies. Ainsi le frère cadet de Chiquinho a commencé à travailler comme "garçon" à la *pousada*, puis est parti à São Paulo, où il a d'abord travaillé comme "garçon", puis comme cuisinier : il a acquis ainsi une nouvelle qualification et apprend à faire la cuisine (selon son frère, "c'est un bon cuisinier"). L'entreprise dans laquelle il était a fermé et il se retrouve au chômage. C'est alors qu'entendant parler (par sa famille) de la réforme agraire, il revient à Amaragi dans l'espoir d'avoir accès à la terre.

«La boîte a fermé, il s'est retrouvé sans emploi. Il est parti, et venu par ici. Il y a la réforme agraire ici, il est parti. C'est un débouché, ça ici²».

¹ Cette possibilité est le résultat de la politique plutôt libérale de Bezerra qui a donné aux *moradores* largement accès à des *sítios*.

² Il obtient une parcelle, mais en fait va trouver un emploi de cuisinier dans l'auberge de Rio Formoso.

Ainsi, ces diverses options ne sont pas nécessairement exclusives, au moins au niveau des familles. Cependant, l'imminence de la réforme agraire et les tensions qu'elle génère entre le syndicat et Roberto, obligent à faire un choix. Chiquinho parle bien en termes d'alternative : «soit la terre, soit un emploi [chez Roberto]». Il faut faire un choix : parlant d'un *morador* (Nivaldo), il dit «s'il lâche Roberto, il va bien s'en sortir». En même temps, Chiquinho comprend que l'emploi constitue une «garantie».

«S'il lâche Roberto, ça va bien marcher pour lui. Je ne mets pas la main au feu, mais il est travailleur. Mais moi je veux voir, il est en train d'hésiter, voir ce qu'il va choisir : ou la terre ou un emploi. Qu'il garde les deux s'il y parvient. C'est bien de garder les deux pour garantir».

Chiquinho se plaint de la faible mobilisation des paysans, notamment des plus âgés, et souhaite «du sang neuf». Il se dit en particulier peu sûr de ceux qui sont le plus liés au tourisme et le plus liés à Roberto : le chauffeur, le comptable, les veilleurs de nuit.

«C'est ce que je crains. Ils travaillent avec le tourisme. Il est garçon, l'autre s'occupe du bateau. Est-ce que je peux avoir confiance dans une personne, est-ce qu'il va donner de la valeur à la terre ? Ensuite, il y a 90 personnes, mais seulement 30 qui y sont vraiment».

A plusieurs reprises, Chiquinho indique ce nombre d'environ trente *moradores* qui appuient réellement le processus de réforme agraire, soit un tiers. Ainsi, il avait organisé une manifestation devant l'INCRA à Recife, en prévoyant des camions (fournis par la mairie) pour 100 personnes, alors que seules 30 se sont déplacés. Chiquinho lui-même n'est pas très assuré, et la veille de notre départ, nous avoue son appréhension d'un échec de la réforme agraire, voire son découragement devant une mobilisation qu'il estime insuffisante.

De fait, les discussions informelles avec certains employés de la *pousada* semblent confirmer ces inquiétudes et donnent une autre vision de la «réforme agraire» que celle des militants. En particulier, les familles dont certains membres sont liés au tourisme apparaissent à la fois fidèles à Roberto et méfiants à l'égard de la réforme agraire.

Cabirote travaille pour Roberto, comme mécanicien, et aussi électricien, plombier, chauffeur de la camionnette, etc. Il explique qu'il a tout appris à São

Paulo, où il était parti après avoir été coupeur de canne (“Je ne savais rien”) il y a 22 ans. Il figure sur la liste des bénéficiaires, mais se montre peu enthousiaste pour la réforme agraire, se demandant ce qu’il va faire de la terre. Le passage par São Paulo, qui lui a permis d’acquérir une qualification hautement valorisée et de réussir une promotion sociale, l’a aussi éloigné de la terre.

Marivaldo, jeune garçon de 14 ans, sans “travailler“ formellement à la *pousada*, est toujours là pour accompagner et rendre service : j’ai l’impression qu’il espère entrer au service permanent de la *pousada*¹. Sa mère figure sur la liste des bénéficiaires, mais travaille et réside à Recife. Selon Marivaldo, la parcelle sera exploitée par d’autres membres de sa famille. Il semble méfiant par rapport à la réforme agraire et évoque le risque d’une chute des prix des produits agricoles due à la concurrence des petits producteurs². Son père comme son grand-père étaient coupeurs de canne. Lui-même a commencé à travailler au désherbage de la canne à 10 ans, en aidant son oncle (qui touchait le salaire pour lui, puisqu’il était mineur). Il a commencé à couper la canne à 11 ans. Il demande alors à l’enquêteur s’il sait combien on gagne en coupant la canne : “5 reais par jour, c’est-à-dire 25 reais par semaine. “C’est peu”. Pourtant, il dira ensuite ne pas “croire” à la réforme agraire : “il vaut mieux continuer à travailler en recevant 25 R\$ par semaine, et avec de l’argent pour acheter de quoi se nourrir”.

Ce qui est sensible, c’est l’inquiétude de la disparition du salaire et de la protection du patron, dont on ne voit pas encore par quoi elle peut être remplacée.

Certains éléments laissent penser que certaines familles sont plus liées au tourisme et donc, peut-être plus, liées au patron dont elles restent plus dépendantes. Il n’a pas été possible d’éclaircir exactement la façon dont Roberto procède au recrutement des employés de la *pousada* ; il semble cependant que le choix de ceux qui vont travailler dans le tourisme obéisse à une logique identique à celle du recrutement de travailleurs pour la canne. Jouent ainsi des éléments comme la “connaissance” du travailleur, l’historique de la relation avec le patron, etc. De fait, un certain nombre d’employés sont passés du travail de la canne à

¹ Notes B. L. En 1999, il est en fait devenu aide-mécanicien pour le compte de Roberto.

² Nous entendons plusieurs fois cet argument, qui semble préoccuper également le syndicat, qui y répond en avançant des projets de coopérative.

celui du tourisme. C'est le cas de Gilson, mari de Vilma, l'institutrice de l'école (municipale) de l'*engenho*. Avec la venue du couple à Amaragi, où Vilma avait été envoyée par la mairie, Gilson commence à travailler pour Roberto en comptant les quantités de canne coupées et envoyées à l'usine (*apontador*). Avec le développement de la *pousada*, il est employé d'abord comme barman à la plage, puis ensuite comme "guide" des hôtes de la *Fazenda*. Il reste pendant quatre ans dans ces fonctions, puis après une dispute avec Roberto, quitte son travail à Amaragi et travaille dans un hôtel d'Ipojuca¹. De même, Amaro, le comptable de la *pousada* était auparavant "*escriturario*" de l'*engenho* : c'est lui qui payait les salaires des travailleurs ruraux. Son passage à la comptabilité de la *pousada* est symbolique de la reconversion de l'*engenho* de la canne vers le tourisme.

Pour certains (les plus engagés aux côtés du syndicat ?), la réforme agraire apporte la "liberté" (de cultiver ce qu'on veut sur sa terre, sans avoir à demander la permission au patron) et serait la fin de "l'esclavage". Ce point de vue n'est cependant pas unanime. Pour Maria-Albertina (Dona Bel), le processus de réforme agraire apparaît comme une menace, dans la mesure où il est associé beaucoup plus qu'au gain de la "liberté", à des pertes : d'un "travail assuré", élément fondamental pour elle, à un moment où "il n'y a plus de travail dans la région", mais surtout perte du patron. "Il est mauvais d'être sans patron", dit-elle².

Dona Bel bénéficie d'une relation ancienne de proximité avec la famille du patron ; outre le fait d'avoir vécu presque toute sa vie dans l'*engenho*, elle a épousé un homme qui y était né, y a eu six enfants, et "aidé à élever" deux autres, à la demande du patron. Elle est également *comadre* de Roberto et Ana (un de ses fils est leur filleul), ce qui lui assure une relation privilégiée. Elle travaillait dans la maison de Roberto et plus récemment (environ deux ans en 1997) est rentrée dans l'équipe d'employés associés au tourisme.

¹ Entretien avec Vilma (C. Pinheiro, C. Baudelot, C. Zalc, D. Serre), 15/09/97. En 1999, il est revenu à Amaragi, où sa femme a obtenu une parcelle.

² Entretien C. Pinheiro.

Dona Bel se présente comme une femme “heureuse” et “épanouie” dans la mesure où, outre un travail, elle bénéficie d’une maison neuve (récemment construite) de grande taille en contrebas de la maison de Roberto, à proximité de son lieu de travail (la maison de l’associé allemand de Roberto) et de son patron, ce qu’elle voit comme positif. De plus cette construction neuve est confortable, avec plusieurs pièces et le matériel de construction utilisé est de qualité très supérieure à celui des maisons de *moradores* habituelles car il s’agit d’une maison “en dur”. Dona Bel se décrit donc comme une personne “riche” : “par comparaison avec la personne que j’étais, je suis riche.” La situation de Dona Bel lui garantit une série d’avantages tels que l’offre de travaux temporaires pour ses enfants et, surtout, la possibilité d’avoir recours au patron en cas de nécessité, surtout en cas de maladie¹.

Pourtant, l’évaluation que fait son mari, Seu Nivaldo, est plus ambivalente : avant d’habiter la maison neuve, la famille habitait un *sítio* dans la vallée en contrebas. C’était un “très bon *sítio*” selon Seu Nivaldo, parce qu’il y avait divers arbres fruitiers, de l’espace pour des *roças* et pour élever de petits animaux, ainsi qu’une vache. Selon lui, la nouvelle maison est “très bien”, mais est sans jardin, et se trouvant au bord d’un à-pic, n’a pas de “place” (pour des activités agricoles). Nivaldo avait tenté de construire un petit poulailler sur l’unique espace disponible, mais il voulait abandonner, en raison en particulier du manque d’eau.

Lors d’une discussion avec Seu Nivaldo dans sa *roça* de manioc, en contrebas de sa maison, celui-ci présente les enquêteurs² au *morador* Joab, qui lui avait succédé sur son ancien *sítio*, et qui cultivait aussi sa *roça*. Un peu plus loin, il y avait un troisième homme, Daniel, qui cultivait une troisième *roça* (celle de son beau-père, empêché par ses problèmes de santé de le faire lui-même). Un petit groupe se forme et la conversation avec les enquêteurs porte sur la réforme agraire à Amaragi. Quoique les trois aient leurs noms sur la liste des bénéficiaires de parcelles de l’INCRA, ils ne sont pas certains que ce soit, la meilleure option pour eux. Ainsi, Joab, qui habite un *sítio*, (ce qui lui donne une certaine sécurité

¹ En 1999, D. Bel a perdu son travail, suite à une mésentente avec une autre employée, mais elle espère retrouver un travail grâce à l’agrandissement de la *pousada*.

² Notes C. Pinheiro.

dans un contexte général de manque alimentaire), craint la disparition du patron. Quoiqu'il reconnaisse qu'avoir sa terre serait un changement positif dans leur vie, il est préoccupé par l'absence du patron "en cas de nécessité". "Qui nous emmènerait à Rio Formoso ?" "Qui donnerait un remède en cas de maladie ?". Il a "peur" de ne "plus avoir de patron". C'est en particulier dans le cas des difficultés de santé que la protection du patron est le plus évoquée. On se souvient que c'est aussi le fait qu'il avait été emmené à l'hôpital dans la voiture des Bezerra qu'Amaro Pedro mettait en avant, en nous disant "j'ai encore un patron."

Cette "hésitation" peut aussi être interprétée comme l'expression d'une situation structurellement ambivalente, marquée par la possibilité pour le même individu de s'identifier à des groupes d'appartenance contradictoires : les habitants d'Amaragi peuvent ainsi se définir par leur appartenance à l'ensemble des *moradores* qualifiés par leur relation avec le patron, ou au groupe des futurs *parceiros* encadré par le syndicat, ou encore à un groupe familial ou de voisinage, un réseau de parenté, un groupe religieux, etc., chaque définition entraînant des loyautés différentes¹.

Les campements : un pari sur l'avenir

De nouveaux acteurs sont aussi présents dans les *engenhos* de la famille Bezerra : nous avons en effet été emmenés par le syndicat visiter les campements situés sur les terres de Serra d'Água et Minguito². Ceux que nous avons vus dans ce cadre sont des "candidats" à l'installation sur les terres. C'est pour eux que le changement en cours est le plus important : ils peuvent passer, si les choses

¹ Pour une analyse de ces situations d'appartenance potentielle à une pluralité de groupes conflictuels, et sur la définition situationnelle des identités sociales, voir Max Gluckman, "Analysis of a social situation in modern Zululand", *Bantu Studies*, 1940.

² Nous sommes allés une fois à Serra d'Água, en compagnie du président du syndicat et deux fois à Minguito : la première fois pour un entretien collectif dominé par les coordonnateurs du campement, la seconde, où nous avons pu faire un certain nombre de discussions individuelles avec des membres de familles venus pour nous rencontrer à la demande du syndicat.

tourment bien, du statut de salariés agricoles “sans emploi” au statut valorisé de “petits propriétaires”¹.

Le campement est établi depuis mai 1997 (juillet à Serra d’Água). Outre la proximité d’un cours d’eau et le fait que les arbres fruitiers (jaquiers, manguiers, palmiers, etc.) fournissent de l’ombre, on peut voir une dimension symbolique dans le fait que le campement de Minguito ait été installé sur l’emplacement d’une ancienne maison de *morador*. Au-dessus des arbres flotte un drapeau rouge, frappé du sigle du mouvement syndical.

C’est sans doute chez ceux que nous avons rencontré dans les campements que la logique du pari est la plus évidente : le fait de se mettre à camper implique en effet, au-delà des désagréments de la vie dans des abris de fortune pendant la saison des pluies (froid, moustiques, etc.) une prise de risque, en particulier du fait de la possibilité toujours présente d’une expulsion violente. A Minguito cependant, ce risque est réduit, dans la mesure même où la présence du campement est tolérée par Carlos².

Certains expriment clairement leur conviction que la capacité à faire ce pari doit déterminer la hiérarchie des positions futures. Selon Dinho, le “représentant” du syndicat à Serra d’Água, qui dit avoir été employé comme *safrista* dans l’*engenho*, ceux qui ont peur de prendre des risques en participant au campement sont destinés à devenir les travailleurs agricoles au service des futurs *parceiros*, qui auront “lutté” pour la terre.

«Par exemple, hein, des travailleurs qui travaillent [ont un emploi] et ont peur d’entrer dans ce mouvement, alors ils restent en dehors, vous savez ce que c’est. Dehors, ils ont peur, et d’ailleurs jetant de la terre sur la tête de ceux qui sont dans le campement, pour ne pas y aller, que ça ne marche pas, remplissant de choses qu’ils ne doivent pas dire la tête du camarade, là cette majorité-là qui a peur, qui essaie de faire partir ceux qui sont dans le campement, pour qu’ils en sortent, alors non, il ne sort pas et même insiste pour gagner, alors il y a les autres qui ne veulent rien de la

¹ Selon le syndicat, ils sont 106. Cela correspond en fait au nombre de ceux qui ont été enregistrés (“cadastrados”) par l’INCRA, non au nombre d’occupants effectifs.

² A Minguito comme à Serra d’Água, on évoque l’expulsion violente qui a eu lieu quelques temps auparavant à Brejo. Cf. Sigaud et al.

vie, après que nous on aura la terre, ils vont dire : “ben mon gars, finalement vous avez réussi, hein !” “Bon, nous on a lutté pour l’obtenir, donc si vous voulez travaillez maintenant, vous travaillez pour nous”. Et on lui donne un jour, trois dans la semaine, deux, autant que nous on pourra payer. Avec ça il va vivre¹».

Cependant l’horizon temporel de ces paris n’est certainement pas le même pour tous. Si tous affirment qu’ils “veulent une terre”, le fait de camper peut pour certains apparaître comme une issue (*saída*) temporaire, en attendant la prochaine *moagem*.

Les responsables syndicaux du campement affirment à plusieurs reprises que le campement est formé à partir de travailleurs ruraux qui habitent en ville.² Les occupants viennent des zones les plus pauvres de Rio Formoso, en particulier du quartier de la *Rua da Lama*, inondé par les pluies du mois d’avril³. Pour eux, la participation au campement apparaissait comme une solution au moins provisoire, dans la mesure où la mairie fournit une aide alimentaire aux occupants⁴. Pour la plupart de ceux qui campent à Minguito et Serra d’Água, ce n’est pas un investissement exclusif : ils ont une habitation en ville où est restée leur famille.

«Ils sont tous des travailleurs de Rio Formoso, et ils ont déjà été salariés, employés de ce propriétaire. (...) C’est pour cette raison qu’ici on ne voit pas d’enfants, ni de femmes, parce qu’ils ont aussi des habitations en ville».

¹ Cette catégorie de la “peur” est mobilisée dans les luttes syndicales : cf. Sigaud, 1996.

² Une étude plus approfondie nuancerait cette affirmation. De même, le “contrôle” revendiqué par le mouvement syndical sur le campement semble, d’après les récits ultérieurs des participants, avoir été très théorique.

³ Voir dans ce volume la contribution de João Paulo Castro Macedo et José Gabriel Correa.

⁴ Par la suite, cette aide sera assurée par l’INCRA, qui fournit une ration alimentaire (“cesta básica”).

Ce n'est pas non plus nécessairement une occupation à temps plein ; en particulier, nombreux sont ceux qui quittent le campement pour chercher un travail ("bico"), en particulier pendant le temps de la récolte¹.

Naldinho, trente ans environ, me raconte son histoire avec patience, en souriant². Fils de travailleurs ruraux, il est pêcheur en mer depuis l'âge de onze ans et habitait la rua de Rio Formoso. Il était, au moment du campement sans emploi ; selon lui, c'est le cas de tous les gens qui ont participé au campement et la raison de leur participation. S'il y a moins de gens présents lors de notre visite (septembre 1997), c'est parce que c'est le moment de la *safra* et qu'un certain nombre d'occupants ont trouvé du travail à cette occasion. De fait, le campement était quasiment vide lors de notre passage la veille et Pedro Assunção donne la même explication. De ce point de vue, les occupants de Minguito et Serra d'Água se trouvent dans une situation comparable à celle des *moradores* sans emploi d'Amaragi, à la différence (essentielle) près qu'ils n'ont pas d'accès à un *sítio*.

Lui-même n'est pas venu tout de suite au campement : c'est un voisin de sa rue qui lui en a parlé et l'a encouragé. Pourtant, il présente clairement ce choix comme un pis-aller ("on ne va pas vers ce qui est moins bien, sauf si on n'a pas les moyens"). Pour se faire comprendre du *gringo* qui lui fait face, il utilise une analogie entre le passage de la ville à la campagne et le passage du "premier" au "tiers-monde" : "un ingénieur qui n'a pas de travail dans le premier monde, il vient par ici, où le niveau est plus bas". Une telle analogie fait bien sentir que la décision de participer au campement n'est pas nécessairement un "choix" positif, fondé sur un "projet", mais est souvent aussi une échappatoire dans une passe difficile. Pourtant, Naldinho se montre optimiste quant à l'avenir : il dit avoir peu d'expérience de la terre mais fait confiance à ses capacités "d'administrer" et insiste, en particulier, sur l'accès au savoir qu'a donné la télévision³. Il affirme que la coopérative est la meilleure façon de s'organiser, reprenant ainsi le discours syndical.

¹ Ce point provoquera un conflit avec l'INCRA qui, dans un premier temps, avait décidé d'exclure des bénéfices de la réforme agraire tous ceux qui avaient quitté le campement pour travailler, provoquant une quasi-émeute.

² Notes de terrain B. L.

³ En 1999, Naldinho ne faisait pas partie des *parceiros*, et je n'ai pu retrouver sa trace.

Pour d'autres, l'investissement dans les campements apparaît plus fort. C'est le cas par exemple pour le "coordinateur" des campements, Pedro Assunção, ancien président du Syndicat des Travailleurs Ruraux à Igarassu, dans le Nord de Pernambuco, qui a participé auparavant à l'occupation de l'*engenho* Cipó¹. Il explique qu'il est venu ici (à Rio Formoso) participer à la lutte pour la terre, en espérant devenir "petit producteur" :

«J'ai été transféré ici, par le mouvement [syndical], parce qu'on a un *sítio* à Igarassu, mais c'est très petit. La famille est très grande, et cela ne suffisait pas pour tout le monde. Donc, il y a de la terre inoccupée ici. J'ai du goût pour le travail, je vais bouger. Je vais lutter ici pour avoir mon morceau [de terre]».

Pedro explique que lui n'a pas la "mentalité de salarié" qu'il reproche aux gens de la *Zona da Matta*. "Moi, je n'ai jamais été salarié. Moi, non, parce que mon père était un petit producteur. Nous, on plantait." (son père était en effet *posseiro*)².

Sr Gildo, travailleur rural, qui a été "chanteur" dans les meetings de la FETAPE, vit au campement avec son fils adolescent (il semble être l'un des rares à ne pas avoir de résidence en ville) ; il me confie discrètement, alors que je suis resté en arrière, la dureté de la vie quotidienne dans le campement et le fait que l'aide apportée par la mairie est insuffisante³.

Un autre cas intéressant, parce qu'il montre la circulation entre les différents mondes, est celui de José Vieira, rencontré au campement de Minguito, où il se trouvait avec sa femme et au moins 3 enfants⁴. Il a une cabane dans le

¹ Après avoir perdu les élections dans son syndicat, il a quitté la localité et été envoyé par la FETAPE au Sud.

² Sur les petits producteurs, voir Garcia, 1983, et Heredia, 1979. En 1999, P.A. possède une parcelle à Minguito, sur laquelle il passe ses journées. Il espère une bonne récolte et pense déjà embaucher des ouvriers agricoles.

³ J'apprendrai en 1999 (il est *parceleiro*) qu'il a été incité à participer au campement par le maire lui-même, Zé Paulo, qu'il était allé voir alors qu'il se trouvait sans emploi à la fin de la *safrá* dans l'Etat voisin d'Alagoas.

⁴ En fait, sa femme a six enfants, pour la plupart issus d'unions antérieures, et lui-même en a trois de son côté.

campement, même s'il ne l'occupe pas en permanence¹. Ce jour-là, il y a aussi sa belle-mère, veuve d'un délégué syndical d'*engenho* avant 1964, et sa belle-sœur, venues pour nous rencontrer. Né à Amaragi, il est le fils d'une *moradora* qui habite près de la *casa grande*. Il a travaillé dans la *pousada* montée par Roberto, à l'ouverture (donc vers 1989-90) : il faisait des *caipirinhas*, les *churrascos* à la plage, conduisait les voitures, le bateau à moteur. Il explique qu'il aimait bien les étrangers, plus "sympathiques" que les Brésiliens (une des raisons est probablement que les étrangers donnaient des pourboires généreux, ce qui est une source de revenu considérable pour les employés). Roberto lui a demandé de conduire l'*apanhadeira*, la machine à ramasser la canne (travail qualifié), pendant un hiver (une récolte) mais il n'a pas été payé. C'était en 1995 (quand Roberto a eu un problème de liquidité après "l'invasion" de son *engenho* par l'usine). C'est probablement à ce moment là qu'il rompt avec Roberto et quitte Amaragi. Il habite maintenant le faubourg du Cossoco, à l'entrée de la ville, une maison de torchis (nous y ramènerons sa femme en voiture, au retour de Minguito). Il a donc fait le parcours traditionnel de "sortie des *engenhos*".² Il a alors travaillé pendant deux récoltes comme conducteur de machine pour l'oncle de Roberto, Sr Carlos. Il compte lui proposer à nouveau ses services pour la récolte qui commence et espère être pris : il serait donc dans la position paradoxale d'être à la fois occupant et employé sur le même *engenho*.³

Si José a quitté Amaragi, d'autres membres de sa famille y sont restés, comme sa mère et plusieurs frères. Un de ceux-ci, Ailton, conduit le bateau à moteur de Roberto, qui amène les touristes à la plage. Si le "pari" de José Vieira échoue à Minguito, il aura peut-être la ressource de retourner à Amaragi, où sa famille doit obtenir des terres⁴.

¹ José Vieira et sa compagne Severina me confirmeront en 1999 qu'ils cesseront peu après de résider au campement, en raison de dissensions internes.

² Cf. L. Sigaud, 1993. De fait, c'est essentiellement de ces faubourgs que viennent les occupants, d'après ce que nous a dit le syndicat et ce qui est ressorti de nos conversations avec les femmes et les enfants qui rentrent le soir vers Rio Formoso.

³ En fait, il travaillera pour l'usine Trapiche.

⁴ José Vieira a obtenu une parcelle à Minguito, et, dès l'expropriation, y a construit sa maison à l'endroit d'un ancien *sítio de morador* et commencé à planter.

Dans l'ensemble de ces trajectoires, le fait qu'un membre de la famille reste à Amaragi constitue une sorte de "filet de sécurité", dans la mesure où l'*engenho* reste toujours comme on l'a vu un refuge possible, en cas d'échec. C'est cette possibilité de "retour" qui fait la particularité d'Amaragi. Pour comprendre la façon dont les *moradores* réagissent aux transformations en cours, il serait donc nécessaire de reconstituer des "histoires de famille" et des réseaux de relations. Ce sera un des objectifs de la seconde étape de l'enquête.

CONCLUSION

L'analyse esquissée ici, à partir de trois *engenhos* marqués par une situation de grande incertitude quant à l'avenir individuel et collectif de ceux qui y étaient présents d'une façon ou d'une autre, permet de percevoir la diversité des attentes et des réactions face au processus de transformation sociale résumé par le terme de "réforme agraire". L'ensemble des personnes que nous avons rencontrées doivent faire face à une situation inédite, par rapport à laquelle elles sont relativement désemparées. Face à une telle situation, les individus sont en effet très inégalement dotés en moyens de percevoir ce qui se passe et d'y réagir au mieux de leurs intérêts.

C'est pour tenter de rendre compte des réactions dans cette situation d'incertitude que nous proposons d'utiliser la notion de "pari", de préférence à celle de "projet" ou de "stratégie". La notion de "projet", qui suppose la formulation d'objectifs et de moyens, implique un certain rapport à l'avenir, en particulier la possibilité de s'y "projeter", soi-même ou ses enfants. Un certain nombre de ceux que nous rencontrons nous font effectivement part de "projets", qui dessinent des futurs différents (qui peuvent nous apparaître plus ou moins probables) ; pourtant rien ne permet d'en déduire que tous les comportements sont orientés par un "projet". De la même façon, parler de "stratégie" implique une orientation vers le moyen ou le long terme qui ne peut être postulée ; pour beaucoup, il s'agit sans doute plus de "tactique", c'est-à-dire de choix presque au jour le jour. Le terme de pari correspond bien à une option dans une situation d'incertitude sur l'avenir, avec la double dimension de "tenter sa chance" et de "prendre un risque", celui de perdre sa mise.

C'est à partir de discussions avec des économistes travaillant sur la réforme agraire, qui voulaient savoir si les occupants des campements effectuaient un

“choix rationnel” et quelles étaient leurs “motivations”, que nous est venue cette métaphore du “pari”, mais elle peut s’appliquer plus généralement aux différents acteurs, aux *moradores* qui doivent choisir le camp de la “lutte pour la terre” ou celui de la fidélité au *senhor de engenho*, comme aux patrons devant faire face à la crise de la canne. C’est frappant chez les gens des campements, ils veulent saisir une “chance”, en fonction de leurs parcours précédents extrêmement variés.

Cette situation permet en particulier de voir tout ce qui différencie la logique du “pari” de celle du “calcul”, et la logique de “l’espoir” de celle de l’espérance mathématique. Ce n’est pas que le pari soit une décision “irrationnelle”. C’est que le modèle du calcul (calcul des probabilités) est ici inadéquat. En effet, le “pari” n’est pas seulement un acte individuel ; il est aussi pris dans des logiques collectives¹, à la fois parce que son succès est lié aux actions des autres, mais aussi parce que le pari met en jeu l’honneur ; il implique de “prendre parti”, dans une logique de “faction”. Il y a parfois des “paris” obligés². Dans la logique du pari, les affects, “le courage, la peur et la honte” sont des facteurs essentiels, alors qu’ils ne le sont pas dans celle du calcul. Il est aussi de l’ordre de la croyance : faire un pari implique de croire qu’on a une chance de réussir (ce qui ne veut pas dire que cette croyance puisse être caractérisée comme “réaliste” ou “rationnelle”)³.

Rétrospectivement, le moment de l’enquête de 1997 apparaît bien comme un moment de basculement. Les recompositions du paysage social ouvrent des espaces nouveaux pour toute une série de personnages, qui sont précisément ceux

¹ De ce point de vue, le “pari” dont il est ici question n’a rien à voir avec les dilemmes faussement concrets de la théorie des jeux.

² Cette dimension factionnelle des paris est bien mise en évidence dans l’article de C. Geertz sur le combat de coqs à Bali (1980), mais aussi, dans un cas plus proche, sur les paris au moment des campagnes électorales par Moacir Palmeira et Beatriz Heredia (1995) ; on est parfois obligé de “parier” pour manifester publiquement que l’on “prend parti” pour tel ou tel à qui on est lié par des relations personnelles.

³ Cette thématique de la “croyance” réapparaîtra systématiquement en 1999 dans les discours de nombreux interlocuteurs pour expliquer les comportements à Minguito et Serra d’Água en 1997-98, selon que les gens “croyaient” ou “ne croyaient pas” que l’*engenho* allait être exproprié.

que nous rencontrons le plus facilement en nous intéressant à ceux qui s'investissent dans le processus de réforme agraire : nous enquêtons sur les "mobilisés", ceux qui sont restés dans les campements, pas ceux qui en sont partis. Ceux que nous avons rencontrés alors dans les campements de Serra d'Água et Minguito sont ceux qui ont fait un pari sur l'avenir. Ils ont "cru" à la possibilité que les *engenhos* soient divisés. Tous ne seront pas "élus" pour autant¹.

Cette impression d'une ouverture de l'espace des possibles, soulignée par les espoirs d'une vie meilleure qu'exprimaient nombre de nos interlocuteurs, a fait partie des conditions spécifiques, objectives et subjectives, de cette expérience d'enquête et a contribué à nous pousser à faire à notre tour le "pari" de poursuivre l'enquête sur les transformations en cours². Pourtant, il ne faut pas oublier ceux chez qui ce sont les "hésitations" qui dominent, notamment parce qu'ils appartiennent potentiellement à différents collectifs, parfois conflictuels, ce qui les pousse à temporiser, à éluder, à ne pas choisir.

Quand nous reviendrons en 1999, les jeux seront déjà (partiellement) faits ; non seulement le sort des trois *engenhos* est scellé avec les décrets d'expropriation, la liste des *assentados* (bénéficiaires des parcelles) est établie (après bien des péripéties), mais la division en parcelles, même si elle n'a pas encore reçu l'aval de l'INCRA, et fait encore l'objet de contestations, est presque définitive ; chacun ou presque, sait où va être sa parcelle, où il va construire sa maison avec les crédits de l'INCRA, et a commencé à planter. La nouvelle situation ne crée pas pour autant une "table rase", et les trajectoires antérieures, individuelles, familiales, et collectives sont déterminantes pour comprendre l'émergence de nouvelles formes sociales.

juillet 1999-mars 2000

¹ Une de nos préoccupations est précisément de tenter de comprendre les mécanismes qui aboutissent à l'élection d'un certain nombre de candidats à la terre et l'éviction d'autres.

² Cette impression nous frappe d'autant plus qu'elle contraste avec l'expérience des enquêtes collectives du DEA de Sciences Sociales (ENS/EHESS) au milieu des années 1990 dans la région de Meaux, où domine au contraire l'impression d'une fermeture très grande, d'une situation figée et en dégradation.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BELLO, Julio (1938) : *Memórias de um senhor de engenho*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora.(Recife, Fundarpe, 1985).
- CORREA DE OLIVEIRA, João Alfredo (1988) : *Minha meninice & outros ensaios*, Recife, Fundação Joaquim Nabuco/ Editora Massangana.
- EISENBERG, Peter (1977) : *Modernização sem mudança. A indústria açucareira em Pernambuco, 1840-1910*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- FREYRE, Gilberto (1933) : *Casa grande e senzala. Formação da família brasileira sob o regime de economia patriarcal*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora, 2v., 8ª edição.
- Idem, (1952) : *Maîtres et esclaves*, traduction Roger BASTIDE, préface de Lucien FEBVRE, Paris, Gallimard.
- Idem, (1989) : *Terre du sucre* (traduction de Nordeste. *Aspectos da influência da cana sobre a vida e a paisagem do nordeste do Brasil*. 1937), Rio de Janeiro, Ed. Record.
- Idem, (1938), «Prefação», (in) BELLO, J. *Memórias de um senhor de engenho*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio Editora, p. IX-XIII.
- GARCIA Jr, Afrânio (1983) : *Terra de Trabalho : trabalho familiar e pequenos produtores*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- Idem, (1989) : *Libres et assujettis*, Paris, éd. de la MSH, col. Brasília.
- Idem, (1990) : *O Sul, caminho do roçado*, São Paulo, Marco Zero/CNPq/UNB.
- Idem, (1993) : «Permanences et mutations dans le Brésil agraire. Introduction», *Etudes Rurales*, Paris, EHESS, n° 132-133, p. 9-18.
- GEERTZ, Clifford (1972) : «Jeu d'enfer : notes sur le combat de coqs Balinais», *Le Débat*, Paris, n°7, p. 412-453.
- GLUCKMAN, Max (1940) : «Analysis of a social situation in modern Zululand», *Bantu Studies*, 1-30 & 2, p. 147-172
- HEREDIA, Beatriz Alasia de (1979) : *Morada da Vida*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

Idem, (1989) : *Formas de dominação e espaço social : a modernização da agroindústria canavieira em Alagoas*, Marco Zero, São Paulo.

L'ESTOILE, Benoît de (1997) : «La “forme du présent”, ou les ambiguïtés du don», mimeo, Laboratoire de sciences sociales.

NABUCO, Joaquim (1995) : «1900», Minha Formação, Editora Paraula

PALMEIRA, Moacir (1976) : «Casa e trabalho: nota sobre as relações sociais na *plantation* tradicional», Actes du XLII Congrès des Américanistes, I, p. 305-315.

Idem, (1996) : «Política, facções e voto», (in) PALMEIRA, M. et GOLDMAN, M. (dir.) *Antropologia, voto e representação política*, Rio de Janeiro, Contra Capa.

QUEIROS MATTOSO, Katia de, (1992) : *Bahia: uma provincia no imperio*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira.

SIGAUD, Lygia (1978) : «A morte do caboclo : um exercicio sobre sistemas classificatorios», *Boletim do Museu Nacional*, n°30, p. 1-29.

Idem, (1993) : «Des plantations aux villes: les ambiguïtés d'un choix», (in) *Etudes Rurales*, Paris, EHESS, n° 132-133, p. 19-37.

Idem, (1995) : «Croyances et intérêts : pour une sociologie des conduites face aux transplantations forcées», *Information sur les sciences sociales*, Paris, 34 (3).

Idem, (1996) : «Le courage, la peur et la honte : morale et économie dans les plantations sucrières», *Genèses*, Sciences sociales et histoire, Paris.

Idem, (1999) : «Les paysans et le droit : le mode juridique de règlement des conflits», *Information sur les sciences sociales*, Paris, 38 (1) p. 113-147.

Idem, (2000) : «L'honneur et le droit», *Etudes Rurales*, Paris, EHESS, n° 132-133, p. 19-37.

WEBER, Florence (1998) : *L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du XX^e siècle*, Paris, éd. Belin.